

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



DONNER UNE CHANCE À TOUS LES ÉCOLIERS:

Travailler en partenariat pour améliorer
la santé et la nutrition en milieu scolaire
en vue de développer le capital humain

Stratégie du PAM en matière d'alimentation
scolaire pour 2020 - 2030



Programme
Alimentaire
Mondial



Janvier 2020

Table des matières

Résumé	4
Introduction	10
Première partie - L'importance d'investir dans la santé et la nutrition des écoliers et des adolescents	13
1.1 Optimiser les résultats de l'éducation: le programme en faveur de l'apprentissage et de l'inclusion et ses liens avec la santé et la nutrition en milieu scolaire	14
1.2 Développement du capital humain et importance d'investir dans les enfants	14
1.3 Les systèmes et les régimes alimentaires face au changement climatique	15
1.4 Les 8 000 premiers jours: de plus en plus de voix invitent à repenser l'investissement dans la santé et la nutrition des écoliers	16
Deuxième partie - Un dispositif intégré fondé sur des données factuelles pour répondre aux besoins des écoliers	19
2.1 L'école, un cadre privilégié pour assurer un ensemble intégré de services de santé et de nutrition	20
2.2 Pourquoi privilégier l'alimentation scolaire?	20
2.3 Mission inachevée: combien d'enfants ne bénéficient toujours pas de services de santé et de nutrition à l'école?	25
2.4 Combien coûterait la montée en puissance de l'alimentation scolaire et du dispositif intégré de services de santé et de nutrition en milieu scolaire?	26
2.5 Aider les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu à surmonter les problèmes de mise en œuvre	28
Troisième partie - Rôle et réponse stratégique du PAM	33
3.1 L'ambition du PAM	34
3.2 La réponse du PAM: ce qu'il entend faire	34
3.3 Réorientations stratégiques majeures et apprentissage organisationnel nécessaires pour réaliser l'ambition du PAM	36
3.4 Les grands axes de travail de la stratégie	38
3.5 Mettre en évidence les résultats de la stratégie et mesurer les progrès accomplis Suivi et évaluation des opérations du PAM	42
Appendice - Théorie du changement de la Stratégie en matière d'alimentation scolaire pour 2020-2030	43
Encadrés	
Encadré 1. La situation de l'alimentation scolaire: l'évolution des priorités	22-23
Encadré 2. Comment le Kenya a consolidé son programme national d'alimentation scolaire	27
Encadré 3. Bangladesh: la transition va bon train	27
Figures	
Figure 1: Interventions portant sur la santé et la nutrition pendant la scolarité	21
Figure 2: Les quatre avantages principaux de l'alimentation scolaire	24
Figure 3: Objectifs opérationnels prévus du PAM à l'horizon 2030	34
Carte - Les 60 pays où vivent les 73 millions d'enfants ayant besoin d'un appui en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire	26
Tableaux - Coût des prestations d'alimentation et de santé scolaires en faveur des 73 millions d'élèves d'écoles primaires vivant dans une pauvreté extrême dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et ne bénéficiant pas de programmes nationaux d'alimentation scolaire	26

Résumé

L'importance d'investir dans la santé et la nutrition des jeunes enfants et des adolescents en milieu scolaire

Les écoliers en bonne santé et bien nourris apprennent mieux. Les enfants en bonne santé ont également plus de chances de s'épanouir et d'exploiter pleinement leur potentiel à l'âge adulte. En veillant à ce que les filles et les garçons fréquentent assidûment l'école et soient aptes et prêts à apprendre, les pays développent leur capital humain et leurs habitants peuvent s'épanouir pleinement au cours de leur vie. C'est là un moyen de renforcer la cohésion, la stabilité et la productivité des communautés et de contribuer à la résilience des personnes et des sociétés dans un monde en mutation rapide.

L'investissement dans le développement du capital humain des enfants est l'un des plus efficaces et des plus rentables que puisse réaliser un pays. Faute d'investir pour que sa population soit correctement nourrie, en bonne santé et instruite, un pays compromet sa croissance et son développement économique: 25 des 30 pays dont l'indice de capital humain mis au point par la Banque mondiale est le plus faible sont des pays d'Afrique à faible revenu. Dans bon nombre de ces pays, le manque d'investissement dans le capital humain entraîne une perte de potentiel économique allant de 50 à 70 pour cent à long terme. L'indice de capital humain de l'Afrique se situe à 40 pour cent de son niveau potentiel. Son produit intérieur brut (PIB) pourrait être 2,5 fois plus élevé si les cibles fixées en matière de santé et d'éducation étaient atteintes.

Le monde a certes considérablement progressé en matière d'accès à l'éducation, mais le niveau d'instruction est loin d'être optimal, d'où la nécessité d'investir davantage dans une éducation de qualité. Le monde ne donne pas à ses écoliers ce qu'ils sont en droit d'attendre à maints autres égards, ce qui nuit à l'apprentissage. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, quelque 300 millions d'écoliers souffrent d'anémie, une affection qui entraîne une perte de près de six points de quotient intellectuel (QI) par enfant; de plus, près de 73 millions d'écoliers de pays à faible revenu partent pour l'école le ventre vide. Cette situation se traduit par une perte annuelle de 200 à 500 millions de journées de scolarité due à un mauvais état de santé.

Les investissements actuellement consacrés par les pays aux enfants sont insuffisants. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure investissent quelque 210 milliards de dollars É.-U. par an dans l'éducation de base des enfants (infrastructures, enseignants, programmes), mais ne consacrent qu'entre environ 1,4 milliard et 5,5 milliards de dollars pour faire en sorte que leur état de santé et leur nutrition permettent aux enfants d'apprendre: on investit

dans l'apprentissage mais pas dans les élèves. La nécessité de combler ce manque fait de plus en plus l'unanimité. Pour dire les choses très simplement, les enfants malades ne peuvent pas aller à l'école et ceux qui ont faim ne peuvent pas apprendre.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) va se faire le champion de cette cause délaissée. La présente stratégie précise comment le PAM va défendre cette cause au niveau mondial et travailler en partenariat pour combler les lacunes qui empêchent de mettre en œuvre des interventions de santé et de nutrition adéquates en faveur des enfants en milieu scolaire. Dans bien des cas, le PAM ne sera pas forcément le chef de file de l'action menée pour résoudre certains problèmes, mais en travaillant avec d'autres organismes pour faire comprendre l'importance de la santé et de la nutrition en milieu scolaire et rassembler les divers acteurs, il contribuera à la recherche de solutions aux problèmes recensés. Il mettra à profit à cette fin ses six décennies d'appui à la santé et à la nutrition en milieu scolaire, son rayon d'action, sa connaissance des populations les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre ainsi que l'expérience acquise dans le cadre de programmes nationaux d'alimentation scolaire durables mis en œuvre dans plus de 100 pays.

Le présent document explique également de quelle façon le PAM appréhende désormais l'alimentation scolaire, en tant que composante fondamentale d'une réponse intégrée portant sur la santé et la nutrition en milieu scolaire. Un aspect central consiste à faire de l'alimentation scolaire un élément déterminant d'une approche de l'alimentation des enfants tenant compte du changement climatique, par exemple en favorisant les circuits d'approvisionnement courts et en adoptant un principe de tolérance zéro en matière de déchets. Le document précise à l'intention des gouvernements, des partenaires et du personnel du PAM, partout dans le monde, ce qu'ils peuvent attendre du PAM au cours des 10 prochaines années, ses priorités et son rôle et comment il envisage de modifier sa façon de travailler pour venir plus efficacement en aide aux gouvernements et aux enfants.

Cette stratégie, outre qu'elle lance un appel général à l'action, définit une ambition et une méthode opérationnelle précise. Elle invite les gouvernements et les partenaires à collaborer dans le cadre d'une nouvelle réponse multisectorielle regroupant des acteurs divers et contribuant à la réalisation d'au moins huit objectifs de développement durable (ODD) concernant la pauvreté (ODD 1), la faim (ODD 2), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'égalité entre les sexes (ODD 5), la croissance économique (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10) et le renforcement des partenariats (ODD 17).



Une réponse mondiale efficace: une approche intégrée et multisectorielle de la santé et de la nutrition en milieu scolaire

Il faut mettre en œuvre à grande échelle un ensemble de mesures intégrées en faveur des écoliers et des adolescents. Il est important d'assurer la croissance des enfants en soutenant pleinement la santé et la nutrition au cours des 1 000 premiers jours de leur développement, c'est-à-dire la période cruciale qui va de la conception à l'âge de 2 ans. Les actions de développement se concentrent sur cette période depuis 10 ans, mais nous savons désormais que cela ne suffit pas. Pour consolider les acquis initiaux, et pour que les enfants réalisent pleinement leur potentiel à l'âge adulte, il faut s'assurer qu'ils restent en bonne santé et sont correctement nourris tout au long des périodes vulnérables de leur développement, soit jusqu'au début de la vingtaine, c'est-à-dire durant les 8 000 premiers jours de leur vie. Il faut aussi qu'ils soient en bonne santé et correctement nourris durant toute leur scolarité et leur adolescence. Un tel investissement est nécessaire pour tous les enfants, mais aura un retentissement plus important pour les plus pauvres et pour les filles.

Le PAM estime que quelque 305 millions d'enfants de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, soit environ la moitié de ceux qui sont scolarisés, mangent tous les jours à l'école. Bon nombre d'entre eux bénéficient d'autres mesures du dispositif intégré concernant la santé et la nutrition en milieu scolaire, notamment le déparasitage, la supplémentation, la vaccination, le dépistage des troubles visuels, la lutte contre le paludisme, la gestion de l'hygiène menstruelle, l'éducation nutritionnelle, les mesures concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène et la santé bucco-dentaire. Or, les enfants les plus pauvres qui en ont le plus besoin ne bénéficient que rarement de ces interventions. Le PAM estime que près de 73 millions d'écoliers du cycle primaire vivant dans une pauvreté extrême dans 60 pays n'ont pas accès aux programmes nationaux d'alimentation scolaire et ne bénéficient vraisemblablement pas de la plupart des autres interventions essentielles de santé scolaire.

Il est donc impératif, tout autant que judicieux sur le plan économique, d'aider les gouvernements du monde entier à venir en aide à ces 73 millions d'élèves des écoles primaires. Fournir à ces enfants au moins un repas par jour coûterait environ 4,6 milliards de dollars de plus par an, coût qui passerait à 5,8 milliards de dollars par an si l'on ajoutait l'ensemble d'interventions essentielles de santé scolaire, soit quelque 2,5 pour cent de l'investissement annuel actuel dans l'éducation primaire. On estime que le ratio coût-avantages d'un tel investissement est d'environ 20 dollars par dollar investi, ce qui permettrait de tirer parti du montant supérieur à 210 milliards de dollars consacré chaque année à l'apprentissage.

En raison de leurs multiples avantages, il est possible d'utiliser ces dispositifs englobant la santé et l'alimentation en milieu scolaire comme des interventions stratégiques qui permettent à la fois d'atténuer les crises et de contribuer au développement national. En période de stabilité, l'alimentation scolaire favorise l'éducation, la santé et la nutrition – autrement dit, elle renforce le capital humain. Si on la relie à l'agriculture locale, elle peut avoir des retombées socioéconomiques supplémentaires pour les familles des écoliers et leur communauté.

Quand les temps sont durs, on peut rapidement renforcer le rôle de filet de sécurité sociale que jouent les programmes d'alimentation scolaire, pour mettre rapidement et directement des produits alimentaires à la disposition des communautés les plus démunies. Les programmes d'alimentation scolaire, qui couvrent l'équivalent d'environ 10 pour cent des dépenses des ménages pour chaque enfant participant, représentent donc un transfert important de ressources pour les familles les plus pauvres et constituent un filet de sécurité efficace. Ils sont mis en œuvre au cœur même des communautés les plus pauvres et aident directement les enfants et les populations dans le besoin, ce que l'assistance monétaire à elle seule ne peut faire. Ils servent de point de départ à des interventions dans d'autres secteurs en faveur des enfants et de dispositif multisectoriel assurant la continuité entre secours humanitaire et action de développement. Cet accompagnement au cours de leur développement est essentiel pour tous les enfants, mais change réellement la donne pour les filles des communautés les plus pauvres et les plus démunies.

La réponse stratégique du PAM

Répondant à l'appel lancé en faveur d'une décennie d'action (2020-2030), le PAM va collaborer avec les gouvernements et ses partenaires pour faire en sorte conjointement que tous les élèves des écoles primaires bénéficient en milieu scolaire de repas de bonne qualité ainsi que d'un ensemble intégré plus large de services de santé et de nutrition. Optant pour une approche adaptée au contexte, il modulera son rôle en fonction de la situation de chaque pays, en partenariat avec d'autres acteurs importants [pouvoirs publics, entités des Nations Unies, secteur privé, institutions financières internationales et organisations non gouvernementales (ONG)], en veillant en particulier à ce que les 73 millions d'enfants qui vivent dans une pauvreté extrême dans 60 pays en bénéficient.

Cette approche adaptée au contexte sera la suivante:

1. CONTEXTE 1: situation de crise ou d'urgence humanitaire. Trente pays, où près de 40 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

RÔLE 1: le PAM intensifiera son action en fournissant un appui opérationnel. Le PAM élargira son rayon d'action et mettra en œuvre des programmes dans des pays qui n'ont pas les moyens de s'occuper des enfants vulnérables. À l'heure actuelle, 10 millions d'enfants de 27 pays bénéficient d'interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: couvrir les besoins de 35 millions d'enfants de 30 pays d'ici à 2030 et aider les gouvernements à prendre en charge les 5 autres millions d'enfants dans le besoin. Le PAM entend mobiliser 1,75 milliard de dollars par an pour intensifier son action en ce sens et augmentera progressivement les capacités d'exécution sur le terrain.

Objectifs du PAM pour les 10 prochaines années

1. Assurer une alimentation scolaire à **35 millions d'enfants de 30 des pays à faible revenu les plus fragiles**. Le PAM mobilisera 1,75 milliard de dollars par an pour nourrir ces enfants.
2. Travailler avec les gouvernements des **30 autres pays stables à faible revenu ou à revenu intermédiaire pour venir en aide à 38 millions d'enfants** (contextes 2 et 3) en assurant le transfert progressif des responsabilités et en développant les programmes pris en charge par les pays. Le PAM mobilisera 20 millions de dollars pour l'assistance technique ainsi que les fonds nécessaires pour assurer les opérations pendant la période de transition.

2. CONTEXTE 2: pays stables à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Vingt pays, où environ 29 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

RÔLE 2: le PAM accompagnera la transition et l'amplification des programmes nationaux. Le PAM aidera à renforcer les systèmes et fournira une assistance technique aux pays dont les moyens sont encore naissants et qui s'efforcent d'améliorer l'envergure et la qualité de leurs programmes nationaux. En 2020 et 2021, il collaborera avec les gouvernements de ces pays pour définir des objectifs nationaux et des stratégies de transfert des responsabilités, assortis de calendriers précis, ce qui diminuera progressivement le nombre de bénéficiaires d'opérations du PAM au fil de la décennie à venir. À l'heure actuelle, 6 millions d'enfants bénéficient des interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: transférer la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire aux autorités nationales dans 20 pays d'ici à 2030. Le PAM entend mobiliser 14 millions de dollars par an pour accompagner les activités de renforcement des capacités. En outre, comme la transition se fera progressivement au fil des 10 prochaines années, le PAM devra mobiliser les financements nécessaires pour subvenir aux besoins des enfants qu'il prend actuellement en charge et dont le nombre va progressivement diminuer.

3. CONTEXTE 3: pays à revenu intermédiaire.

Dix pays, où environ 4 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

RÔLE 3: le PAM accompagnera la consolidation et le renforcement des programmes nationaux. Dans ces pays, où la transition a déjà eu lieu, l'assistance du PAM a contribué à la réforme et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le PAM continuera de collaborer avec les gouvernements pour faire en sorte que les enfants dans le besoin soient bien pris en charge par les programmes nationaux. Il aidera les gouvernements à innover et à tester de nouvelles méthodes. À l'heure actuelle, un million d'enfants bénéficient d'interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: parvenir à transférer aux autorités nationales la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire dans ces 10 pays d'ici à 2030. Le PAM entend mobiliser 6 millions de dollars par an pour accompagner les activités de renforcement des capacités.



À l'échelle institutionnelle, le PAM prévoit quatre axes de travail à l'appui de cette stratégie:



PREMIER AXE DE TRAVAIL – Produire et diffuser des connaissances et des pratiques optimales à l'échelle mondiale. Mettant à profit des décennies d'engagement en faveur de l'alimentation scolaire, le PAM va consigner

et partager plus efficacement les enseignements qu'il en a tirés au niveau mondial, les bonnes pratiques, les règles et les normes applicables afin d'éclairer la prise de décisions dans les pays et de contribuer à l'élaboration de programmes de grande qualité. Un consortium de recherche dirigé par un partenaire du monde universitaire, et non par le PAM, sera créé pour garantir la rigueur factuelle et la crédibilité des travaux. Ce consortium établira un programme de recherche sur l'alimentation scolaire avec des partenaires pour les 10 prochaines années, après avoir procédé à un état des lieux des besoins d'apprentissage, afin de combler les lacunes des connaissances mondiales. Le PAM innovera afin de promouvoir une approche de l'alimentation scolaire tenant compte du changement climatique..



DEUXIÈME AXE DE TRAVAIL – Investir davantage dans l'alimentation scolaire: un nouveau modèle de financement. Il est nécessaire de disposer d'un nouveau modèle de financement prenant en compte les

différents contextes. Compte tenu des moyens budgétaires limités dont disposent les pays à faible revenu et les pays fragiles, il faut accroître les financements en faveur de leurs programmes. Dans les pays à revenu intermédiaire, les gouvernements doivent ne plus dépendre d'acteurs comme le

PAM ou les ONG et trouver d'autres moyens de financer leurs propres programmes nationaux, et le PAM doit trouver des sources de financement pour leur apporter une assistance technique et renforcer leurs capacités plus globalement et plus durablement. Le PAM travaillera avec des partenaires pour trouver des sources de financement supplémentaires et novatrices dans ces divers contextes.



TROISIÈME AXE DE TRAVAIL – Travailler en partenariat pour améliorer et promouvoir la santé et la nutrition en milieu scolaire.

Le PAM défendra la cause de la santé et de la nutrition en milieu scolaire dans le monde entier et plaidera pour qu'elle soit prioritaire au cours de la décennie d'action en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. Il travaillera avec des partenaires pour faire en sorte que les autres composantes du dispositif intégré en faveur des enfants, qui ne relèvent pas de son mandat ou de ses domaines de compétences mais sont néanmoins cruciales pour ceux-ci, soient mises en œuvre de manière concertée.



QUATRIÈME AXE DE TRAVAIL – Renforcer les approches programmatiques dans des domaines clés. Les pays ont demandé des conseils et un appui supplémentaires dans les domaines suivants, que le PAM

développera avec ses partenaires: les approches à dimension nutritionnelle; l'éducation et le bien-être des filles et notamment des adolescentes; les systèmes alimentaires et les chaînes de valeur; l'innovation numérique; et l'interaction entre action humanitaire, développement et paix.

Quelles sont les nouveautés?

Cette stratégie est en cohérence avec la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire approuvée par le Conseil d'administration en 2013 et ne s'en écarte nullement. Sa mise en œuvre va modifier la façon de penser au PAM. Pour la première fois, le PAM élabore un cadre général tenant compte du contexte de chaque pays pour guider son action et l'appui qu'il fournit sur le terrain. Après 60 ans d'appui à la santé et à la nutrition en milieu scolaire, le PAM n'a plus à faire ses preuves mais il n'y a pas lieu d'être complaisant: les consultations menées pour élaborer la présente stratégie ont souligné que l'apprentissage et le changement internes sont nécessaires si le PAM veut être mieux équipé pour relever les défis qui l'attendent.

Trois changements majeurs sont attendus de la mise en œuvre de la stratégie:

1. Le PAM va modifier sa façon de travailler et de fonctionner en partenariat, affiner ses capacités pour pouvoir sensibiliser, rassembler et influencer, et jouer un rôle de catalyseur et de facilitateur, aux niveaux mondial, régional et national, en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire.
2. Le PAM va modifier sa façon de travailler avec les gouvernements, pour pérenniser et institutionnaliser davantage ses interventions en comprenant mieux les priorités et les problèmes des pays ainsi qu'en renforçant les systèmes et les plans nationaux.
3. Le PAM va modifier son mode d'exécution de l'alimentation scolaire en veillant à améliorer l'intégration, la cohérence et la qualité des prestations des programmes, en mettant davantage l'accent sur le rôle du

régime alimentaire et du style de vie en ce qui concerne l'obésité et la dénutrition, et en adoptant une approche innovante tenant compte du changement climatique.

La présente stratégie repose sur une théorie du changement qui va guider le travail de suivi et permettra de réaliser des évaluations centralisées pour mesurer les progrès accomplis. Au niveau mondial, régional et à celui des pays, des indicateurs de performance clés seront définis pour tous les axes de travail et toutes les activités mis en œuvre au titre de la stratégie, ainsi que des cibles annuelles et des cibles à l'horizon 2025 et à l'horizon 2030. Les cibles seront revues tous les ans pour s'assurer qu'elles restent adaptées aux réalités de la mise en œuvre et au contexte national à mesure que le rôle du PAM évolue dans chaque pays.

Le PAM a réalisé une étude des systèmes internes de suivi et constaté l'existence de blocages majeurs. À partir de ces constatations, il va élaborer de nouvelles approches pour assurer un suivi adéquat des ressources prévues et des ressources effectivement investies dans l'alimentation scolaire, en les reliant aux résultats. Un plan est en cours d'élaboration pour résoudre progressivement ces problèmes au cours des trois premières années de mise en œuvre de la stratégie.

Dans l'esprit de la réforme du système des Nations Unies, le PAM s'engage en faveur d'une nouvelle approche des partenariats en inscrivant sa contribution à l'alimentation scolaire dans le cadre d'un dispositif intégré d'appui aux enfants et aux adolescents. En formant une coalition de partenaires, il est possible d'améliorer la vie de millions d'enfants, de contribuer ainsi de manière importante à l'élimination de la faim et de la pauvreté chez les enfants pour que chacun d'entre eux puisse apprendre et s'épanouir, et d'atteindre les ODD d'ici à 2030.





Introduction

Les écoliers en bonne santé et bien nourris apprennent mieux. Les enfants en bonne santé ont également plus de chances de s'épanouir et d'exploiter pleinement leur potentiel à l'âge adulte. En veillant à ce que les filles et les garçons fréquentent assidûment l'école et soient aptes et prêts à apprendre, les pays développent leur capital humain et leurs habitants peuvent s'épanouir pleinement au cours de leur vie. C'est là un moyen de renforcer la cohésion, la stabilité et la productivité des communautés et de contribuer à la résilience des personnes et des sociétés dans un monde en mutation rapide.

Pour que les enfants soient en meilleure santé et qu'ils apprennent mieux, il faut que l'ensemble des filles et des garçons soient correctement nourris et à l'abri des maladies. Il faut donc s'assurer qu'aucun obstacle ne les empêche d'accéder à l'éducation, en particulier en ce qui concerne les filles, les enfants qui vivent dans des contextes fragiles ou des situations d'urgence, ceux de ménages pauvres et des zones rurales ou les enfants handicapés. Ces investissements dans le développement du capital humain des enfants et des jeunes sont parmi les plus efficaces et les plus rentables que puissent réaliser les pays pour leur avenir.

Or, ces investissements sont loin d'être suffisants. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure investissent certes quelque 210 milliards de dollars par an dans l'éducation de base des enfants¹ (infrastructures, enseignants, programmes), mais ne consacrent qu'entre 1,4 milliard et 5,5 milliards de dollars pour faire en sorte que leur état de santé permette aux enfants d'apprendre². Le monde investit dans l'apprentissage mais pas dans les élèves. La nécessité de combler ce manque fait de plus en plus l'unanimité. Pour dire les choses très simplement, les enfants malades ne peuvent pas aller à l'école et ceux qui ont faim ne peuvent pas apprendre.

À l'échelle mondiale, il n'existe pas de suivi systématique de l'état sanitaire et nutritionnel de la cohorte d'âge scolaire. Quelques pays mesurent périodiquement certains indicateurs, mais il n'existe pas de règle uniforme au niveau mondial. La santé et la nutrition des enfants scolarisés ne figurent pas dans les cibles ou les indicateurs se rapportant aux ODD et nous ne disposons pas d'informations complètes sur les types de services de santé fournis en milieu scolaire par pays ou sur l'ampleur des lacunes à combler. Le PAM va se faire le champion de cette cause délaissée.

Dans le présent document, le PAM précise comment il va défendre cette cause dans le monde et travailler en partenariat pour s'attaquer à ces questions. Dans bien des cas, il ne sera pas forcément le chef de file de l'action menée pour résoudre certains problèmes spécifiques. Il travaillera avec d'autres organismes pour faire comprendre l'importance de la santé et de la nutrition en milieu scolaire, rassembler les divers acteurs et rechercher des solutions aux problèmes rencontrés. Il mettra à profit à cette fin ses six décennies d'appui à la santé et à la nutrition en milieu scolaire, son rayon d'action, sa connaissance des populations les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre ainsi que l'expérience acquise dans le cadre de programmes nationaux d'alimentation scolaire durables mis en œuvre dans plus de 100 pays.

La nouvelle approche de l'alimentation scolaire adoptée par le PAM qui est expliquée dans le présent document est l'une des composantes centrales d'une réponse intégrée portant sur la santé et la nutrition en milieu scolaire. Le document précise à l'intention des gouvernements, des partenaires et du personnel du PAM, partout dans le monde, ce qu'ils peuvent attendre du PAM au cours des 10 prochaines années, les priorités et le rôle qui seront les siens et comment il envisage de modifier sa façon de travailler pour venir plus efficacement en aide aux gouvernements et aux enfants.

Les consultations qui ont abouti à l'élaboration de cette stratégie montrent clairement que, pour relever les défis à venir, l'apprentissage interne et le changement organisationnel sont nécessaires³. L'une des difficultés majeures pour le PAM consiste à pérenniser les efforts qu'il déploie. Il doit travailler en collaboration plus étroite avec les gouvernements pour qu'ils puissent assumer en douceur la responsabilité de la gestion des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le PAM doit être davantage à même d'influer sur les politiques et la prise des décisions et de travailler avec les gouvernements pour les aider à mobiliser des sources durables de financement et à accroître leurs capacités institutionnelles de gestion des programmes. Dans la mesure où il est financé par des contributions volontaires, le PAM doit trouver les moyens de financer ces activités de renforcement des capacités. Le peu de fonds destinés à l'assistance technique constitue un obstacle de taille.

De manière générale, il est nécessaire d'adopter une optique et une approche différentes pour s'attaquer à ces problèmes de développement, tout en maintenant la forte identité et l'impact

1 Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde. *The learning generation: investing in education for a changing world*. New York: International Commission on Financing Global Education Opportunity, 2016..

2 Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T., Schultz, L. et Patton, G.C., pour Disease Control Priorities-3 Child and Adolescent Health and Development Authors Group. 2017. *Investment in child and adolescent health and development: key messages from Disease Control Priorities*, 3rd Edition. In: The Lancet, Vol. 391, No. 10121. Voir: [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(17\)32417-0.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(17)32417-0.pdf)

3 Des partenaires tant extérieurs qu'internes ont été consultés. Les consultations extérieures ont eu lieu lors de cinq tables rondes avec des partenaires à Rome et de visites à Washington, Paris, Helsinki, Copenhague, Ottawa et Bruxelles. Diverses entités des Nations Unies qui s'occupent de la santé et de la nutrition en milieu scolaire ont été consultées lors d'un webinaire avec des partenaires du secteur privé, d'une réunion avec plus de 55 ONG partenaires et d'exposés dans les pays à l'intention de fonctionnaires des gouvernements hôtes. En interne, tous les directeurs régionaux et directeurs de pays ont été consultés, un atelier a été organisé avec les conseillers régionaux chargés des programmes, ainsi qu'une réunion mondiale sur l'alimentation scolaire avec tous les coordonnateurs chargés de l'alimentation scolaire et trois séances de restitution avec d'autres divisions, et plus de 15 missions ont été menées dans des pays.

humanitaire du PAM. Ces questions ont été soulevées lors de l'audit externe du programme d'alimentation scolaire réalisé en 2016 et de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités⁴. Pour être en mesure de faire bouger les lignes, le PAM devra aborder ces questions au niveau institutionnel.

Dans le même temps, la fragilité accrue qui résulte dans certains contextes de conflits, du changement climatique, des migrations, de la violence et de l'insécurité alimentaire a augmenté les besoins dans certains pays, ce qui exige du PAM une montée en puissance proportionnelle de ses interventions. Il est crucial de venir davantage en aide aux écoliers et à leur famille ainsi qu'à ceux qui sont déscolarisés dans les pays en guerre ou instables, en associant interventions immédiates et investissements stratégiques dans l'avenir, afin de consolider la paix et de s'assurer qu'il n'y aura pas de "générations perdues" n'ayant pas accès à l'éducation. Pourtant, les programmes d'alimentation scolaire du PAM souffrent dans de nombreux contextes d'un déficit chronique de financement et leur envergure insuffisante laisse des millions d'écoliers vivant dans une pauvreté extrême sans assistance. La présente stratégie précise comment le PAM entend s'attaquer à ces problèmes pour améliorer son appui au cours des 10 prochaines années.

Cette stratégie, outre qu'elle lance un appel général à l'action, définit une ambition et une méthode opérationnelle précise. La première partie de ce document passe en revue les éléments factuels qui mettent en évidence l'importance de l'investissement dans la santé et la nutrition des écoliers et souligne par ailleurs que ce problème est systématiquement passé sous silence, en particulier dans les pays à faible revenu. La deuxième partie propose une réponse intégrée fondée sur des éléments factuels, qui ne concerne pas uniquement le PAM, un seul acteur ou un secteur en particulier. Cette stratégie concerne donc également les gouvernements et les partenaires, en invitant à suivre une nouvelle approche multisectorielle englobant de multiples acteurs pour résoudre un problème crucial en rapport direct avec la réalisation des ODD. Dans la troisième partie, le document présente le rôle du PAM et la réponse stratégique qu'il entend apporter pour combler les lacunes recensées, en se concentrant sur la réorientation nécessaire pour que son ambition se réalise.

Dans l'esprit de la réforme du système des Nations Unies, le PAM s'engage en faveur d'une nouvelle approche des partenariats en inscrivant sa contribution à l'alimentation scolaire dans le cadre d'un dispositif intégré d'appui aux enfants et aux adolescents. En formant une coalition de partenaires, il est possible d'améliorer la vie de millions d'enfants, de contribuer ainsi de manière importante à l'élimination de la faim et de la pauvreté chez les enfants pour que chacun d'entre eux puisse apprendre et s'épanouir, et d'atteindre les ODD d'ici à 2030

⁴ Rapport du Commissaire aux comptes sur le programme d'alimentation scolaire (WFP/EB.A/2016/6-F/1) et Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités (WFP/EB.1/2017/6-A/Rev.1).

COMMENTAIRES FORMULÉS AU SUJET DE LA STRATÉGIE

"Nous nous félicitons du fait que cette stratégie multisectorielle qui s'adresse à de multiples acteurs aborde avec précision et de façon nuancée la question complexe du développement du capital humain en termes des liens subtils existant entre santé, nutrition et éducation.... Par ailleurs, nous voyons que cette stratégie maintient le rôle crucial du PAM en matière de collecte de données factuelles permettant d'élaborer des politiques et des programmes adaptés à chaque contexte pour venir en aide aux gouvernements et aux enfants dans le monde entier."

Roberta Gatti, Économiste en chef, Développement humain, Groupe de la Banque mondiale

"En travaillant ensemble dans l'esprit de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, l'UNICEF et le PAM tireront parti de leurs avantages comparatifs respectifs et de leur capacité opérationnelle sur le terrain pour accroître de manière importante l'envergure et le nombre de bénéficiaires des programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire. Ce sera là une contribution qui changera la donne, en repositionnant la santé et la nutrition en milieu scolaire dans l'optique de l'amélioration de l'éducation des filles et des garçons, et des sociétés dans lesquelles ils vivent. L'UNICEF est pleinement engagé dans ce partenariat avec le PAM."

Robert Jenkins, Responsable de l'éducation et Directeur adjoint, Division des programmes, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

"Nous apprécions énormément la volonté du PAM de promouvoir des programmes d'alimentation scolaire davantage pris en charge par les pays car cela correspond à nos valeurs fondamentales et à nos méthodes. Le Partenariat mondial pour l'éducation et le PAM ont le but commun de mettre une éducation et une nutrition de qualité à la disposition de tous les enfants, y compris de ceux appartenant à des populations défavorisées et vulnérables et de ceux qui sont actuellement déscolarisés. Nous encourageons également le PAM à recourir aux partenariats locaux et/ou aux dispositifs de coordination sectorielle des pays lorsqu'il passera à ce nouveau modèle dans les pays."

Stuart Cameron, Responsable de la thématique équité et inclusion, Partenariat mondial pour l'éducation

"Globalement, une stratégie solide, qui ne se contente pas du statu quo, bienvenue dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition en milieu scolaire."

Nancy Aburto, Directrice adjointe de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

"Ce document plaide de façon convaincante en faveur de l'alimentation scolaire et sera de ce fait un outil important pour progresser dans la mobilisation des donateurs et des partenariats."

Stefán Jón Hafstein, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Islande auprès de la FAO, du PAM et du Fonds international de développement agricole (FIDA) à Rome





Première partie - L'importance d'investir dans la santé et la nutrition des écoliers et des adolescents

1.1 Optimiser les résultats de l'éducation: le programme en faveur de l'apprentissage et de l'inclusion et ses liens avec la santé et la nutrition en milieu scolaire

L'une des réalisations importantes de l'ère des objectifs du Millénaire pour le développement a été de scolariser un nombre d'enfants record. Mais tous les problèmes n'ont pas été résolus pour autant. Fournir une éducation inclusive et de qualité à tous est un aspect central du Programme 2030.

À l'heure actuelle, environ 59 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire n'y vont pas, dont la moitié en Afrique subsaharienne⁵. Dans les pays à faible revenu, environ 40 pour cent des enfants ne finissent pas le cycle primaire. Dans les pays touchés par un conflit, il est deux fois plus probable que les enfants n'aillent pas à l'école (et 2,5 fois plus probable pour les filles) que dans les pays stables⁶. Seulement 63 pour cent des enfants réfugiés ont accès à l'enseignement primaire, contre 91 pour cent globalement, et 24 pour cent seulement des adolescents réfugiés au premier cycle de l'enseignement secondaire⁷.

Pour les élèves les plus pauvres, il est souvent plus difficile d'aller à l'école, d'être assidus et d'apprendre à cause de maladies, de la faim et de la malnutrition. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, environ 300 millions d'écoliers souffrent d'anémie ferriprive, ce qui représente une perte de près de six points de QI par enfant⁸, et environ 73 millions d'écoliers du primaire vont à l'école le ventre vide⁹. En Équateur, 32 pour cent des redoublements sont imputables à la dénutrition¹⁰. Ces diverses affections équivalent à une perte annuelle de 200 à 500 millions de journées de scolarité due à un mauvais état de santé¹¹.

Environ **300 millions**
d'écoliers souffrent d'anémie ferriprive, ce
qui représente une perte de près de six
points de QI par enfant.

Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. y Patton, G.C. 2018

D'autres obstacles à l'éducation ont trait à la problématique femmes-hommes et aux normes sociales. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, 132 adolescentes, contre 100 adolescents, n'ont pas accès au premier cycle de l'enseignement secondaire¹². Les femmes et les filles sont plus exposées à la faim et à la malnutrition et représentent 60 pour cent des personnes sous alimentées dans le monde¹³. Les filles qui ne sont pas scolarisées sont plus exposées aux mariages forcés, aux grossesses précoces et à la violence. Dans de nombreux pays, l'appartenance ethnique, la langue, la mauvaise santé et le handicap peuvent également constituer des obstacles à l'éducation.

Il existe manifestement des synergies entre les investissements et les résultats dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition. À l'avenir, les efforts et les ressources doivent se concentrer tant sur la santé et la nutrition que sur l'éducation afin de développer davantage le capital humain et de progresser vers les ODD. Les objectifs à long terme fixés en matière de santé, de nutrition et de sécurité alimentaire sont inatteignables si la population n'est pas éduquée, et les enfants ne peuvent pas apprendre s'ils sont en mauvaise santé et mal nourris.

1.2 Développement du capital humain et importance d'investir dans les enfants

Investir dans le capital humain, à savoir le tout que constituent la santé, le savoir-faire, les connaissances et l'expérience de la population, peut améliorer la compétitivité d'un pays dans un monde en mutation rapide. Le capital humain est important pour les personnes, pour les économies et pour les sociétés, ainsi que pour la stabilité du monde. Il est en outre important pour les générations futures. L'absence d'investissement productif dans le capital humain a un coût énorme pour les pays, en particulier pour leurs habitants les plus pauvres et les plus vulnérables.

La santé des enfants et leur faculté d'apprentissage sont des aspects cruciaux du développement du capital humain. Une population bien nourrie, en bonne santé et instruite constitue le fondement de la croissance et du développement économique¹⁴. Vingt-cinq des 30 pays dont l'indice de capital

- 5 Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). 2019. *Éducation et alphabétisme: Enfants et jeunes non scolarisés*. Voir: <http://uis.unesco.org/fr/topic/enfants-et-jeunes-non-scolarises>.
- 6 UNESCO. 2015. *L'aide humanitaire pour l'éducation: les raisons de son importance, pourquoi il faut l'intensifier. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, document de référence 21*. p.2. Voir: https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000233557_fre.
- 7 HCR. 2019. *Redoubler d'efforts. L'éducation des réfugiés en crise*. Voir: <https://www.unhcr.org/steppingup/fr/>.
- 8 Bundy D.A.P., De Silva N., Horton S., Jamison D.T. et Patton, G.C. 2018. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies*. Washington, Banque mondiale.
- 9 Drake L., Fernandes M., Chu K., Lazrak N., Singh S., Ryckembusch D., Burbano C. et Bundy D.A.P. How Many Poor Children Globally Could Benefit from New Generation School Feeding Programmes, and What Would be the Cost? *Frontiers in Public Health* (à paraître).
- 10 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et PAM. 2017. *The Cost of the Double Burden of Malnutrition: Social and Economic Impact*. Voir: <https://www.wfp.org/publications/2017-cost-double-burden-malnutrition-social-and-economic-impact>
- 11 Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde. 2016. *The Learning Generation. Investing in Education for a Changing World*. Voir: https://report.educationcommission.org/wp-content/uploads/2016/09/Learning_Generation_Full_Report.pdf
- 12 ISU. 2018. *One in Five Children, Adolescents and Youth is Out of School*. Document d'information de l'ISU No. 48. Voir: <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs48-one-five-children-adolescents-youth-out-school-2018-en.pdf>
- 13 FAO. 2018. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*. Voir: <http://www.fao.org/3/I9553fr/I9553fr.pdf>.
- 14 Gatti R.V., Kraay, A.C. Avitabile, C. Collin, M.E. Dsouza R. et Dehnen, N.A.P. 2018. *Le projet sur le capital humain*. Washington, Groupe de la banque mondiale. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/503691566979527561/pdf/The-Human-Capital-Project.pdf>.

humain de la Banque mondiale est le plus bas sont des pays africains. Dans bon nombre de ces pays, le manque d'investissement dans le capital humain entraîne une perte de potentiel économique de 50 à 70 pour cent à long terme. L'indice de capital humain de l'Afrique se situe à 40 pour cent de son niveau potentiel¹⁵. Son PIB pourrait être 2,5 fois plus élevé si les cibles fixées en matière de santé et d'éducation étaient atteintes.

Le développement du capital humain dépend certes de la qualité de l'éducation, mais les enfants et les adolescents ont aussi besoin d'être en bonne santé et correctement nourris pour pouvoir grandir et être en mesure de participer et d'apprendre à l'école. Quand l'état de santé et la nutrition des écoliers s'améliorent, le reste de leur vie s'en trouve transformé. Les enfants bien nourris apprennent mieux et, arrivés à l'âge adulte, gagnent davantage et sont plus productifs. Cette transformation se répercute sur la génération suivante dont les enfants seront mieux nourris et en meilleure santé, contribuant à briser la transmission intergénérationnelle de la malnutrition et à induire un cycle durable de croissance et de progrès économiques.

1.3 Les systèmes et les régimes alimentaires face au changement climatique

Les difficultés que doit surmonter le système alimentaire mondial se multiplient. Les décennies récentes ont été marquées par des évolutions rapides: mondialisation accrue; creusement des inégalités; modification des modes de consommation; progression des conflits, des situations d'après crise et des contextes fragiles; croissance exponentielle de l'utilisation de l'énergie et des nouvelles technologies; urbanisation et changement climatique¹⁶.

La variabilité accrue du climat a déjà sur les systèmes agricoles des effets qui vont s'intensifier à l'avenir; la progression des concentrations de dioxyde de carbone est associée à une diminution de la densité de micronutriments dans certaines cultures de base; la fréquence accrue des inondations et des épisodes de sécheresse et de chaleurs extrêmes a de graves

répercussions pour le bien-être et la santé des êtres humains. À l'échelle mondiale, la production agricole diminue de 1 à 5 pour cent par décennie depuis 30 ans, les régions tropicales étant les plus durement touchées¹⁷.

Low-income countries in Africa account for **25** out of the **30** countries with the lowest Human Capital Index rankings.

World Bank. 2019

Aujourd'hui, 3 milliards de personnes ont un régime alimentaire carencé¹⁸. Dans de nombreux pays, la majorité de la population ne peut tout simplement pas se procurer des aliments nutritifs: dans certaines régions du Ghana, de Madagascar, du Mozambique et du Pakistan, plus de 70 pour cent des ménages n'ont pas les moyens de se nourrir correctement¹⁹. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, plus de la moitié des jeunes femmes et des adolescentes ont une alimentation qui ne répond pas à leurs besoins en micronutriments²⁰. Enfin, la prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité progresse dans toutes les régions, mais plus rapidement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

En 2014, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition a publié une de ses notes d'information technique intitulée "Comment les politiques relatives à l'agriculture et aux systèmes alimentaires pourraient-elles améliorer la nutrition?"²¹ Ce groupe recommande de prendre des mesures à tous les stades du système alimentaire afin de combattre la dénutrition ainsi que l'excès pondéral, l'obésité et les autres maladies non transmissibles liées au régime alimentaire qui sont en progression. Citons quelques-unes de ces recommandations: utiliser plus judicieusement les programmes publics existants de distribution de nourriture, notamment les programmes d'alimentation scolaire, en veillant à ce qu'ils soutiennent l'agriculture et prennent en compte les enjeux nutritionnels²²; inclure l'éducation nutritionnelle dans tous les

15 Banque mondiale. 2019. *Plan pour le capital humain en Afrique*. Voir: <http://pubdocs.worldbank.org/en/509841559661698749/HCP-Africa-Plan-in-French.pdf>.

16 Programme de recherche sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire. *Forthcoming. Food Transform XI. Levers to Transform Food Systems under Climate Change* (en cours). Wageningen, Pays-Bas, Programme de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

17 Loboguerrero A., Birch J., Thornton P., Meza L., Sunga I., Bong B.B., Rabbinge R., Reddy M., Dinesh D., Korner J., Martinez-Baron D., Millan A., Hansen J., Huyer S. et Campbell B. 2018. *Feeding the World in a Changing Climate: An Adaptation Roadmap for Agriculture*. Rotterdam, Global Center on Adaptation et Washington, Institut des ressources mondiales. Voir: https://cdn.gca.org/assets/2018-10/18_WP_GCA_Agriculture_1001_Oct5.pdf

18 Haddad L., Hawkes C., Waage J., Webb P., Godfray C. et Toulmin C. 2016. *Food Systems and Diets: Facing the Challenges of the 21st Century*. Londres, Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition.

19 *Rapport sur la nutrition mondiale, 2018*. Voir: <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>

20 Haddad L., Hawkes C., Waage J., Webb P., Godfray C. et Toulmin C. 2016. *Food Systems and Diets: Facing the Challenges of the 21st Century*. Londres, Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition.

21 Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition. 2014. *Summary Brief: How can Agriculture and Food System Policies Improve Nutrition?* Voir: https://www.panita.or.tz/wp-content/uploads/2014/04/panita_international_9.pdf

22 En 2015, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition a publié une note d'orientation intitulée "Healthy Meals in Schools: Policy Innovations Linking Agriculture, Food Systems and Nutrition". Il y est précisé que "des données factuelles provenant du monde entier sur les repas scolaires utilisant la production locale font état d'avantages multiples pour les décideurs, notamment des effets positifs sur les résultats scolaires, l'emploi et la croissance économique nationale." Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition. 2015. *Healthy Meals in Schools: Policy Innovations Linking Agriculture, Food Systems and Nutrition*. Policy Brief No. 3. Londres. Voir: <https://www.glopan.org/wp-content/uploads/2019/06/HealthyMealsBrief.pdf>

services nationaux mis à la disposition des consommateurs; développer les programmes de protection sociale ciblés qui soutiennent l'agriculture; et améliorer en priorité le régime alimentaire des adolescentes et des femmes adultes.

De nos jours, les systèmes alimentaires privilégient trop la quantité au détriment de la qualité. Ils n'aident pas les consommateurs à choisir des aliments sains et peu coûteux ayant des effets nutritionnels optimaux. Les multiples formes de la malnutrition ne disparaîtront pas si les décideurs et les dirigeants des entreprises du secteur privé ne travaillent pas ensemble à la refonte des systèmes alimentaires de façon à progresser vers le but consistant à assurer une alimentation plus saine et durable pour tous.

1.4 Les 8 000 premiers jours: de plus en plus de voix invitent à repenser l'investissement dans la santé et la nutrition des écoliers

La troisième édition de la publication de la Banque mondiale Disease Control Priorities, qui bénéficie de l'appui de la fondation Bill et Melinda Gates, confirme l'importance de l'investissement dans les 1 000 premiers jours du développement de l'enfant, la période cruciale qui va de la conception à l'âge de 2 ans, mais souligne également l'insuffisance de l'investissement durant les 7 000 jours suivants (soit jusqu'à l'âge de 21 ans). Les constatations du volume 8, intitulé *Child and Adolescent Health and Development*²³, ont fait prendre conscience qu'il fallait changer de paradigme et s'intéresser désormais aux 8 000 premiers jours.

De même que les bébés ne sont pas seulement de petites personnes – ils ont en effet besoin de soins spéciaux et différents du reste d'entre nous – les enfants et les adolescents en période de croissance ne sont pas simplement de petits adultes en devenir; ils traversent eux aussi des phases cruciales de développement qui appellent des interventions particulières. Il faut porter une attention particulière à trois stades: la phase de croissance et de consolidation de la préadolescence (de 5 à 9 ans), pendant laquelle les infections et la malnutrition freinent la croissance et la mortalité est plus élevée que l'on ne le pensait auparavant; le début de la poussée de croissance pubertaire (de 10 à 14 ans) au cours de laquelle des changements physiques et affectifs importants exigent une bonne santé et un régime alimentaire adéquat; et la phase de croissance et de consolidation de l'adolescence (de 15 ans au début de

la vingtaine), au cours de laquelle de nouvelles interventions sont nécessaires pour accompagner la maturation cérébrale, l'engagement social intense et la maîtrise des émotions.

Les publications de la troisième édition de Disease Control Priorities invitent à développer la recherche-action concernant la santé et le développement des enfants non plus durant les 1 000 premiers jours mais durant les 8 000 premiers jours, et d'abandonner le découpage par âge pour adopter une approche englobant les besoins durant toute la vie.

Un rapport de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) intitulé *"Maximising Human Capital by Aligning Investments in Health and Education"*²⁴ s'associait également aux appels lancés en faveur d'une cohérence accrue des investissements dans la santé et l'éducation, notamment dans les programmes d'alimentation et de santé scolaires pour les écoliers et les adolescents.

Le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies a souligné en 2017 le rôle que joue l'école en ce qui concerne l'investissement dans les enfants, dans une déclaration intitulée *"L'école, un système pour améliorer la nutrition"*²⁵. Une publication de la Banque mondiale et du Partenariat mondial pour l'éducation intitulée *"Optimizing Education Outcomes: High-Return Investments in School Health for Increased Participation and Learning"*²⁶ allait même un peu plus loin et soulignait la nécessité de corriger le décalage tout à fait flagrant entre les investissements dans la santé infantile, qui concernaient presque exclusivement les enfants de moins de 5 ans, et les investissements dans l'éducation, destinés pour la plupart à ceux de 5 à 21 ans.

23 Bundy D.A.P., De Silva N., Horton S., Jamison D.T. et Patton G.C. 2017. *Child and Adolescent Health and Development* (préface de Gordon Brown). Volume 8. In D.T. Jamison, R. Nugent, H. Gelband, S. Horton, P. Jha, R. Laxminarayan et C. Mock, éd. *Disease Control Priorities* (3rd Edition). Washington, Banque mondiale.

24 Schultz L., Appleby L. et Drake L. 2018. *Maximising Human Capital by Aligning Investments in Health and Education*. Document de travail du Projet santé, financement et gouvernance. Washington, USAID.

25 Oenema S., éd. 2017. *L'école, un système pour améliorer la nutrition*. Rome, Secrétariat du Comité permanent de la nutrition des Nations Unies.

26 Bundy D.A.P., De Silva N., Horton S., Jamison D.T. et Patton G.C. 2018. *Optimizing Education Outcomes: High Return Investments in School Health for Increased Participation and Learning*. In D.T. Jamison, R. Nugent, H. Gelband, S. Horton, P. Jha, R. Laxminarayan et C. Mock, éd. *Disease Control Priorities* (3rd Edition). Washington, Banque mondiale.







**Deuxième partie - Une réponse intégrée
aux besoins des écoliers fondée sur des
données factuelle**

2.1 L'école, un cadre privilégié pour assurer un ensemble intégré de services de santé et de nutrition

Bien des problèmes de santé les plus courants chez les élèves défavorisés ont des répercussions importantes sur leur éducation, notamment l'absentéisme qui aboutit au redoublement ou à la déscolarisation et a des effets négatifs sur les résultats scolaires; or, ces problèmes peuvent pourtant être prévenus et soignés.

Le système scolaire permet d'assurer dans des conditions exceptionnellement économiques un ensemble intégré de services essentiels de santé et de nutrition aux élèves, comme diverses études portant sur des pays à haut revenu l'ont montré²⁷. Le système éducatif est un cadre particulièrement adapté pour promouvoir la santé des enfants et des adolescents des communautés pauvres qui ne bénéficient pas de systèmes de santé efficaces. En effet, les écoles sont en général plus nombreuses que les installations de santé, quel que soit le niveau des revenus, et dans les régions rurales ou pauvres, on trouve plus facilement une école qu'un centre de santé.

Un dispositif intégré d'appui en milieu scolaire peut aussi être particulièrement bénéfique pour les filles. Certains des problèmes de santé les plus courants qui nuisent à l'éducation touchent davantage les filles qui, du fait des inégalités entre les sexes et de l'exclusion, courent un plus grand risque d'être en mauvaise santé, dans le dénuement et d'avoir faim²⁸. Par exemple, pour des raisons physiologiques, il est plus probable que les femmes et les filles soient fortement anémiées que les hommes et les garçons²⁹. Il est prouvé que, là où les familles attachent peu de valeur à l'éducation des filles, le fait d'ajouter d'autres atouts à la scolarité, par exemple la distribution d'aliments ou des prestations de santé, a une incidence positive disproportionnée sur les taux de scolarisation et d'assiduité des fille³⁰.

Le volume 8 de la troisième édition de *Disease Control Priorities* propose diverses séries d'interventions d'un bon rapport coût-efficacité concernant la santé et la nutrition, dont une en milieu scolaire et une pour la deuxième partie de l'adolescence, qui, en association, apportent un soutien adapté durant chacune des phases du cycle de vie et consolident les acquis de l'investissement réalisé dans les 1 000 premiers jours, ce qui permet de rattraper dans une large mesure les déficits de

croissance précoces et d'améliorer l'apprentissage grâce aux investissements concomitants effectués dans l'éducation (voir la figure 1).

2.2 Pourquoi privilégier l'alimentation scolaire?

L'alimentation scolaire est certes le volet le plus onéreux de l'ensemble de services intégrés mais est rentable du fait de ses multiples avantages³². Les analyses coûts-avantages effectuées par le PAM dans 18 pays, qui ont porté à la fois sur les programmes d'alimentation scolaire du PAM et sur ceux des pays, ont constaté que chaque dollar investi dans les repas scolaires avait un rendement économique de 3 à 10 dollars résultant de l'amélioration de la santé, de l'éducation et de la productivité.

Les résultats préliminaires d'une analyse coûts-avantages réalisée dans 14 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire par la Harvard School of Public Health donnent même un rendement supérieur (20 dollars)³³. Il s'agit là d'un bon rendement, comparable à celui des interventions les plus efficaces étudiées dans le cadre du Consensus de Copenhague³⁴. L'ampleur des avantages qui en découlent est due au cumul des retombées pour divers secteurs: dans celui de l'éducation, du fait du développement du capital humain; dans l'économie locale, du fait des achats locaux et des emplois créés localement; et dans celui de la protection sociale, du fait du transfert substantiel de ressources aux ménages. D'autres retombées, par exemple sur l'égalité des sexes et la consolidation de la paix, doivent encore être estimées mais représenteront vraisemblablement une majoration supplémentaire non négligeable du taux de rendement global.

Every USD 1 invested in school meals programmes yields an economic return of up to USD 20 from improved health, education and productivity.

Verguet, S., Drake, L.J., Limasalle, P., Chakrabarti, A.; Bundy, D.A.P.. Forthcoming

27 Shackleton N., Jamal F., Viner R. M., Dickson K., Patton G., Bonell C. 2016. *School-Based Interventions to Promote Adolescent Health: Systematic Review of Reviews*. Journal of Adolescent Health 58 (4): 382-96.

28 Bundy D.A.P. 2011. *Rethinking School Health: A Key Component of Education for All*. Directions in Development; Human Development. Washington, Banque mondiale.

29 Bundy D.A.P., Schultz L., Sarr B., Banham L., Colenso, P. et Drake L. 2018. *The School as a Platform for Addressing Health in Middle Childhood and Adolescence*. In D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, éditeur *Disease Control Priorities* (3rd edition): Volume 8, Child and Adolescent Health and Development. Washington, Banque mondiale.

30 Une méta-analyse des programmes de repas scolaires de 32 pays subsahariens a montré que les repas servis à l'école, en association avec des rations à emporter, augmentaient la scolarisation des filles de 12 pour cent (Snilstveit et al., cité au chapitre 12 de Bundy et al. 2018, *Re-imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies*. *Disease Control Priorities*, 3rd Edition, Volume 8. Washington, Banque mondiale).

31 Voir: <https://www.globalpartnership.org/blog/school-based-health-programs-money-well-spent>

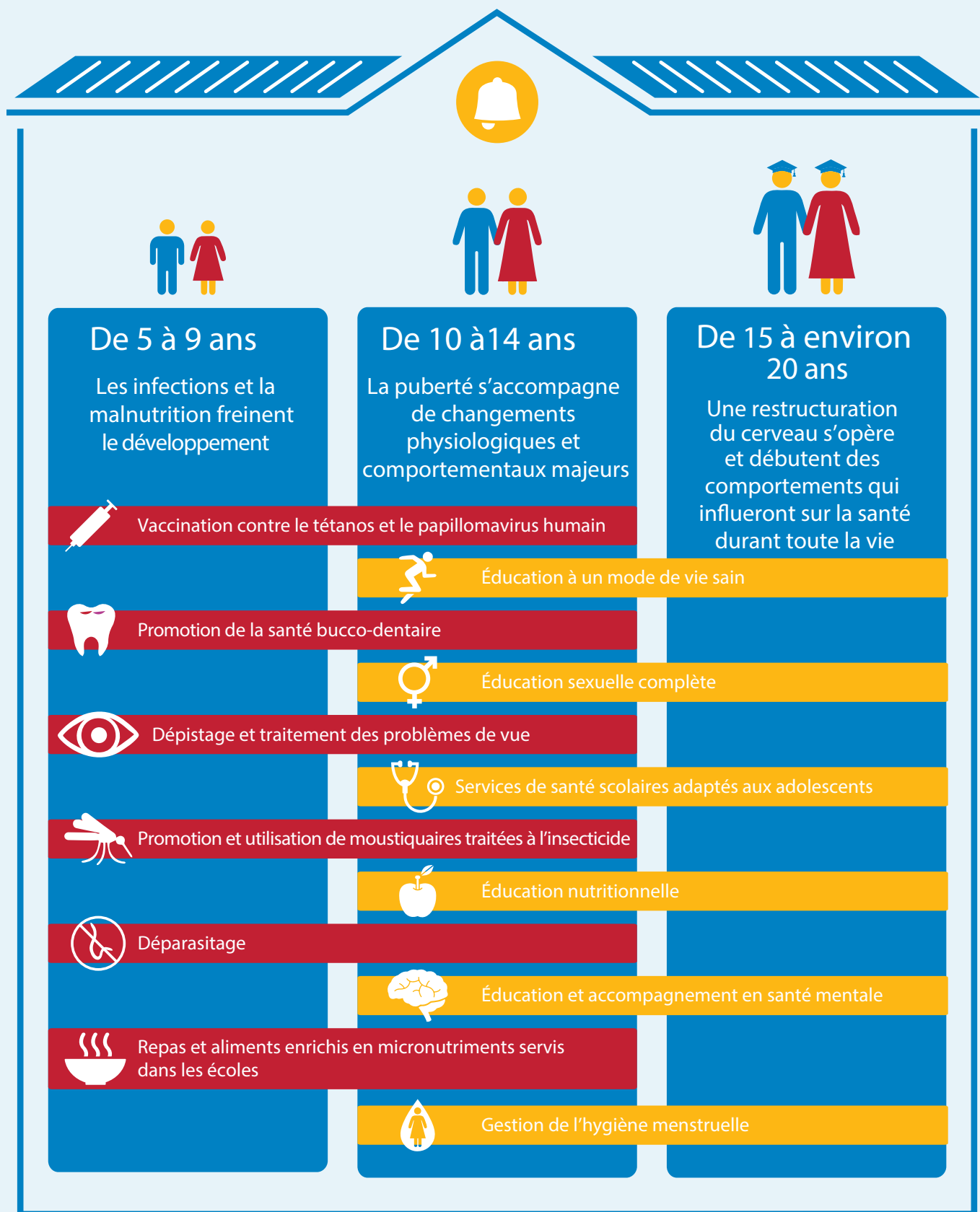
32 Bundy D.A.P., De Silva N., Horton S., Jamison D.T. et Patton G.C. 2018. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies*. Washington, Banque mondiale.

33 Verguet S., Drake L.J., Limasalle P., Chakrabarti A., Bundy D.A.P. *Comprehensive Economic Evaluation of School Feeding Program Costs and Benefits in 14 Low- and Middle-Income Countries*. Economics Working Paper. Harvard School of Public Health (à paraître).

34 Copenhagen Consensus Center: <https://www.copenhagenconsensus.com>

Figure 1. Interventions portant sur la santé et la nutrition pendant la scolarité

Source: Partenariat mondial pour l'éducation (basé sur le volume 8 de la troisième édition de Disease Control Priorities).³¹



Encadré 1. LA SITUATION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE: L'ÉVOLUTION DES PRIORITÉS

PROCÉDER À UNE RÉORIENTATION STRATÉGIQUE POUR PASSER DE L'INVESTISSEMENT DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT À L'INVESTISSEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT: DES PROGRAMMES QUI NE SE CONTENTENT PLUS DE LIVRER DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Durant la majeure partie du XXe siècle, les milieux du développement étaient généralement d'avis que l'alimentation scolaire était simplement une forme d'aide alimentaire. La réflexion stratégique dans de multiples secteurs a radicalement modifié ce point de vue. Dans les années 2000, le secteur de l'éducation a initié cette évolution, notamment en lançant le cadre FRESH (Concentrer les ressources sur la santé à l'école) lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar (Sénégal). Le cadre FRESH, qui bénéficie de l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'UNICEF, du PAM, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de la FAO et d'autres partenaires de développement, a servi à encadrer les interventions axées sur la santé à l'école, y compris l'alimentation scolaire.

Au cours des années 2000, le rôle du secteur agricole a gagné en importance dans le cadre de l'alimentation scolaire. Par exemple, en 2003, neuf gouvernements africains ont décidé d'inclure des programmes d'alimentation scolaire utilisant la production des petits paysans locaux dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). De tels programmes utilisant la production locale ont été adoptés dans de nombreux pays et se sont radicalement transformés depuis ces premiers temps, avec un appui considérable de la FAO, du FIDA, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), de la Fondation Bill et Melinda Gates et d'autres partenaires de développement.

REPENSER L'ALIMENTATION SCOLAIRE EN TANT QU'INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN ET UN FILET DE SÉCURITÉ FONDÉ SUR DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES: LES MULTIPLES AVANTAGES EN AVAIENT ÉTÉ SOUS-ESTIMÉS

En 2009, la demande des pays concernant l'alimentation scolaire a nettement augmenté à la suite des crises alimentaire, énergétique et financière mondiales. La Banque mondiale, le PAM et le Partenariat pour le développement de l'enfant ont collaboré pour réaliser une étude approfondie destinée à mieux comprendre les motivations de ces pays. Cette étude, publiée sous le titre "Rethinking School Feeding", concluait que ces pays avaient réalisé que les programmes d'alimentation scolaire avaient de multiples avantages et qu'ils les utilisaient comme des interventions stratégiques pour atténuer les effets de la crise financière mondiale en cours et appuyer le développement national.

En période stable, l'alimentation scolaire pouvait être considérée comme contribuant à la santé, à la nutrition et à l'éducation, c'est-à-dire à ce que l'on appelle aujourd'hui le développement du capital humain. En la reliant à l'agriculture locale, il pouvait en découler des avantages socioéconomiques additionnels pour les familles des écoliers et leurs communautés.

Quand les temps étaient durs, on pouvait rapidement renforcer le rôle de filet de sécurité sociale que jouaient les programmes d'alimentation scolaire, pour mettre rapidement et directement des produits alimentaires à la disposition des communautés les plus démunies. On estimait par exemple que les programmes d'alimentation scolaire couvraient l'équivalent d'environ 10 pour cent des dépenses des ménages pour chaque enfant participant, représentant ainsi un transfert important de ressources pour les familles les plus pauvres et constituant un filet de sécurité efficace. Cette analyse a permis de définir de nouvelles modalités plus efficaces d'alimentation scolaire et a abouti à l'approbation de la première politique globale d'alimentation scolaire du PAM en 2009 (actualisée en 2013).

INSCRIRE CETTE NOUVELLE RÉFLEXION STRATÉGIQUE DANS LE CADRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE: MODIFICATION MAJEURE DES POLITIQUES NATIONALES ET MONDIALES

En 2015, l'adoption du Programme 2030 a donné un cadre multisectoriel à la nouvelle génération de programmes d'alimentation scolaire. L'alimentation scolaire donne des résultats en rapport direct avec les ODD relatifs à la pauvreté (ODD 1), à la faim (ODD 2), à la santé (ODD 3), à l'éducation (ODD 4), à l'égalité des sexes (ODD 5), à la croissance économique (ODD 8), à la réduction des inégalités (ODD 10) et au renforcement des partenariats (ODD 17). Cette harmonisation est allée de pair avec une prise de conscience, à savoir que l'alimentation scolaire procurait des avantages qui avaient jusque-là été sous-estimés. Ces programmes sont en effet mis en œuvre au cœur même des communautés pauvres et aident directement les enfants et les populations dans le besoin, ce que l'aide monétaire à elle seule ne peut faire. Ils servent de point de départ à des interventions dans d'autres secteurs en faveur des enfants et de dispositif multisectoriel assurant la continuité entre secours humanitaire et action de développement.

Cette évolution de la réflexion s'est accompagnée d'un net intérêt des gouvernements pour les programmes d'alimentation scolaire et de leur demande en la matière. Aujourd'hui, plus de la moitié des écoliers du monde bénéficient de repas à l'école, un record. Cette situation résulte en partie de l'extension des programmes nationaux existants mais, également, du fait qu'environ 30 pays ont lancé leurs propres programmes d'alimentation scolaire et 20 pays les ont institutionnalisés en adoptant des politiques nationales en la matière. Ces changements résultant de l'initiative des pays ont été appuyés par de nouveaux biens publics mondiaux, notamment le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim, créé en 2011 en partenariat avec le Gouvernement brésilien, et le forum annuel sur l'alimentation scolaire de la Fondation mondiale pour la nutrition des enfants.

En Amérique latine et aux Caraïbes, presque tous les pays fournissent désormais des repas à l'école. Au Moyen-Orient, on s'y intéresse de plus en plus, en grande partie grâce à l'initiative pour les repas scolaires et la protection sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, lancée avec l'appui du PAM. En Asie, des programmes d'alimentation scolaire ont été mis en œuvre dans la plupart des pays, et sont notamment d'une ampleur exceptionnelle en Chine et en Inde.

En Afrique, où les besoins sont les plus criants et où les interventions programmatiques ont de tout temps été les plus modestes, on assiste à une renaissance. Durant le Sommet de l'Union africaine de 2016, 54 chefs d'État se sont engagés à promouvoir des programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale pris en charge par les pays et s'attachent actuellement à concrétiser ces engagements. Dans la seule région d'Afrique de l'Ouest, les gouvernements investissent quelque 500 millions de dollars par an dans l'alimentation scolaire et, en 2019, un nouveau Centre d'excellence a été inauguré en Côte d'Ivoire pour appuyer la coopération Sud-Sud sur tout le continent africain.

Dans la pratique, l'alimentation scolaire est devenue la principale intervention mise en œuvre en faveur des enfants scolarisés, autour de laquelle se greffent d'autres interventions, notamment le déparasitage ou la supplémentation nutritionnelle. C'est en effet la composante la plus largement mise en œuvre du dispositif intégré – presque tous les pays du monde nourrissent leurs écoliers, à plus ou moins grande échelle – dont bénéficient environ 368 millions d'enfants dans le monde entier (voir l'encadré 1 sur l'évolution de la réflexion sur l'alimentation scolaire)³⁵. Le plus souvent, les communautés privilégient les repas par rapport à d'autres interventions en milieu scolaire. Il en est ainsi même dans les pays les plus pauvres, et une évaluation récente de la portée de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire donne à penser que 305 millions d'enfants sont désormais nourris à l'école chaque jour, soit 47 pour cent de l'ensemble des enfants scolarisés³⁶.

Quand ils associent nutrition et éducation, les programmes d'alimentation scolaire bien conçus et équitables contribuent au développement de l'enfant en favorisant une scolarisation plus longue, l'apprentissage et une meilleure nutrition. L'alimentation scolaire a systématiquement des effets positifs sur l'apport énergétique, l'apport en micronutriments, la scolarisation des enfants et l'assiduité³⁷. Les effets en sont

particulièrement importants pour les filles. Il a été démontré que les programmes d'alimentation scolaire réduisaient l'anémie des enfants des écoles primaires et des adolescentes³⁸. Comme l'a montré le programme national finlandais, outre qu'il améliore la nutrition, le repas pris à l'école contribue également à l'éducation alimentaire en sensibilisant à l'importance que revêt un régime alimentaire sain et une bonne nutrition³⁹.

Dans son rapport de 2016, la Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde, présidée par Gordon Brown, citait 13 interventions sans lien avec l'enseignement comme étant "des moyens très efficaces d'améliorer l'accès à l'éducation et les résultats scolaires", dont trois en rapport avec la santé, à savoir l'alimentation scolaire, la prévention du paludisme et la supplémentation en micronutriments⁴⁰. Une étude récente des données factuelles disponibles réalisée par des organismes des Nations Unies constate que l'alimentation scolaire est l'une des deux interventions dont l'impact est le plus marqué sur l'équité et l'inclusion dans l'éducation (la deuxième étant les transferts monétaires assortis de conditions)⁴¹.

L'alimentation scolaire est l'un des filets de sécurité le plus couramment utilisé, qui apporte l'appui quotidien et la stabilité

35 PAM. 2013. *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde*. Voir: https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp268196.pdf?_ga=2.37612776.992164114.1584524541-962980529.1584524541.

36 Drake L., Fernandes M., Chu K., Lazrak N., Singh S., Ryckembusch D., Burbano C. et Bundy, D. *How Many Poor Children Globally Could Benefit from New Generation School Feeding Programmes, and What Would be the Cost?* *Frontiers in Public Health* (à paraître).

37 Jomaa L.H., McDonnell E. et Probart C. 2011. School Feeding Programs in Developing Countries: Impacts on Children's Health and Educational Outcomes. *Nutrition Review* 69: p. 83 à 98.

38 Adelman S., Gilligan D.O., Konde-Lule J. et Alderman H. 2019. *School Feeding Reduces Anemia Prevalence in Adolescent Girls and Other Vulnerable Household Members in a Cluster Randomized Controlled Trial in Uganda*. *The Journal of Nutrition*, Volume 149, numéro 4, avril 2019, p. 659 à 666, <https://doi.org/10.1093/jn/nxy305>.

39 Pellikka K., Manninen M., Taivalmaa S. 2019: School meals for all. School feeding: investment in effective learning – Case Finland. Ministère finlandais des affaires étrangères et Agence nationale finlandaise de l'éducation.

40 Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde. 2016. *The Learning Generation: Investing in Education for a Changing World*. New York, Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde.

41 Mundy K. et Proulx K. 2019. Making Evaluation Work for the Achievement of SDG 4 Target 5: Equality and Inclusion in Education. UNESCO, NORAD, Groupe de la Banque mondiale, UNICEF.

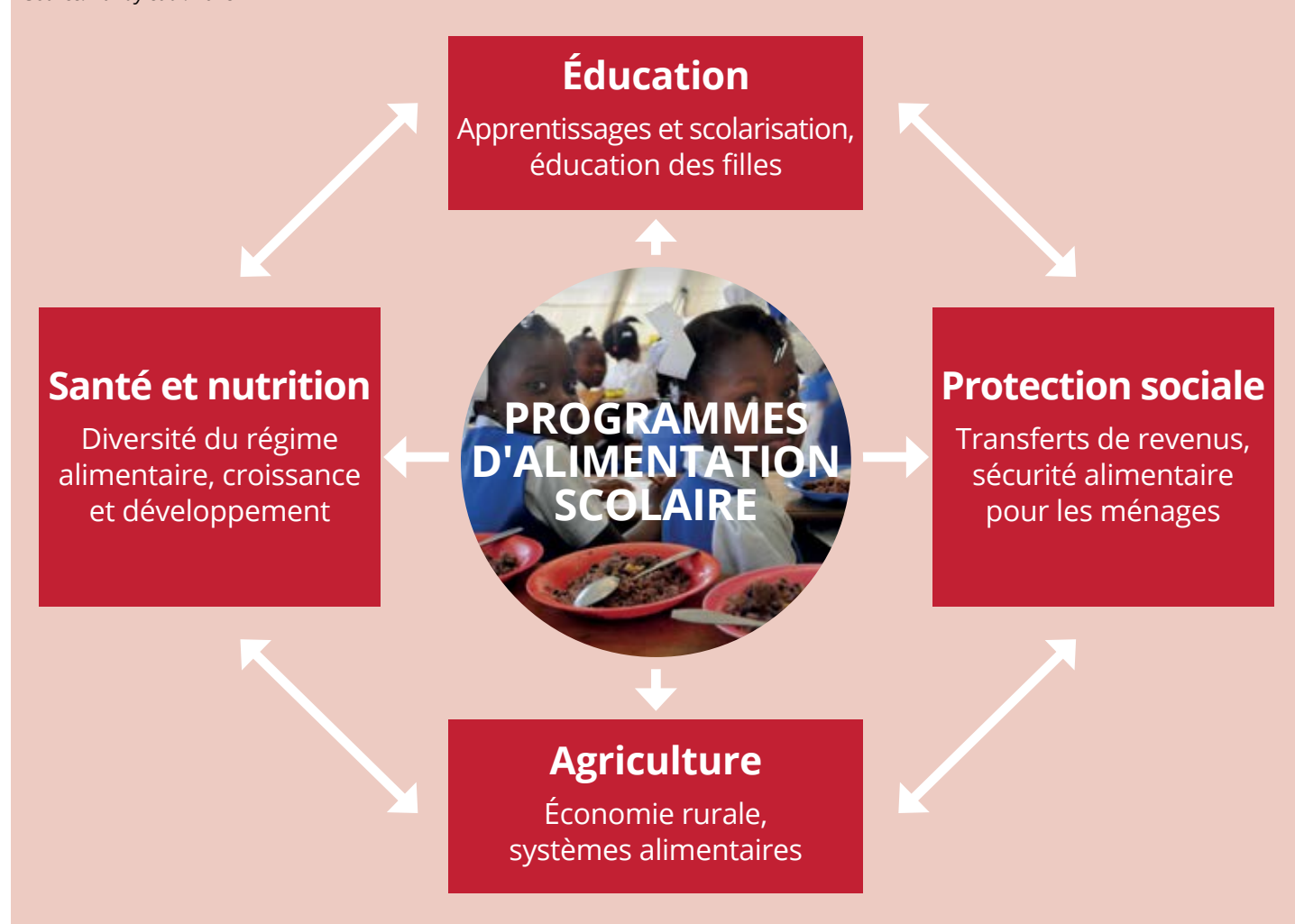
dont les familles et les enfants vulnérables ont besoin, et a été la première solution de protection sociale à laquelle ont recouru les pays pauvres face aux chocs d'ordre social dus à la crise financière de 2008⁴². Quand on l'intègre dans les systèmes nationaux de protection sociale, en particulier, l'alimentation scolaire peut avoir un effet préventif et contribuer à protéger la population de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'exclusion sociale durant toute leur vie. Le fait d'associer l'alimentation scolaire à d'autres formes d'assistance sociale, notamment des bourses, des transferts non assortis de conditions et la participation à des travaux publics, permet de combattre les multiples formes de vulnérabilité socioéconomique auxquelles sont confrontés les enfants et leurs familles et renforce l'impact de ces programmes⁴³.

Enfin, des programmes d'alimentation scolaire bien conçus qui s'approvisionnent localement peuvent avoir des avantages supplémentaires pour les petits producteurs en appuyant la production vivrière et l'économie locales et en encourageant la mise en place de marchés locaux durables d'aliments divers et nutritifs⁴⁴. Les achats locaux offrent des débouchés aux petites exploitantes agricoles ou des emplois pour les femmes dans les cantines scolaires et améliorent les moyens d'existence des communautés des environs, contribuant ainsi à l'émancipation économique des femmes et à leur participation à la prise de décisions⁴⁵.

La figure 2 illustre les divers avantages de l'alimentation scolaire et montre qu'elle a des répercussions dans quatre secteurs au moins. Ces effets sont souvent multisectoriels

Figure 2. Les quatre avantages principaux de l'alimentation scolaire

Source: Bundy et al. 2018 ⁴⁶



42 Bundy D.A.P., Burbano C., Grosh, M. Gelli, A. Jukes M. et Drake L. 2009. *Re-thinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector*. Directions in Human Development. Washington, Groupe de la Banque mondiale.

43 Point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité: Le Rôle de l'assistance alimentaire dans le domaine de la protection sociale (WFP/EB.A/2012/5-A).

44 PAM, FAO, FIDA, NEPAD, Fondation mondiale pour la nutrition des enfants et Partenariat pour le développement de l'enfant. 2018. *Home-Grown School Feeding Resource Framework*. Document technique. Rome. Voir: <https://www.wfp.org/publications/home-grown-school-feeding-resource-framework>. Ce centre de ressources définit l'alimentation scolaire utilisant la production locale de la manière suivante: modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux écoliers des aliments sûrs, variés et nutritifs achetés localement à de petits producteurs. "Achetés localement à de petits producteurs" signifie que ce type de programme: 1) optimise les avantages qu'en tirent les petits producteurs en reliant les écoles à la production vivrière locale; 2) renforce les capacités de production vivrière des petits producteurs locaux et des communautés; et 3) contribue à la transformation des zones rurales.

45 PAM, FAO, FIDA, NEPAD, Fondation mondiale pour la nutrition des enfants et Partenariat pour le développement de l'enfant. 2018. *Home-Grown School Feeding Resource Framework*. Document technique. Rome. Voir: <https://www.wfp.org/content/home-grown-school-feeding-resource-framework>

46 Bundy D.A.P., De Silva N., Horton S., Jamison D.T. et Patton G.C. 2018. *Re-Imagining School Feeding: A High Return Investment in Human Capital and Local Economies*. Washington, Banque mondiale.

et interdépendants: les retombées de l'investissement sur le développement du capital humain découlent de l'amélioration de la santé, de la nutrition et de l'éducation et les retombées sur la communauté résultent de l'amélioration de la protection sociale et de l'agriculture locale. Par exemple, la protection sociale contribue à la stabilité de la société et cette stabilité renforce les effets sur les résultats scolaires et les possibilités d'emploi. Ce sont ces avantages multiples susceptibles d'avoir entre eux des effets multiplicateurs qui font des programmes d'alimentation scolaire bien conçus un investissement particulièrement utile.

2.3 Mission inachevée: combien d'enfants ne bénéficient toujours pas de services de santé et de nutrition à l'école?

Il est difficile de trouver un pays qui n'essaie pas de proposer, dans une certaine mesure, des services de santé scolaire, bien que cette couverture sanitaire soit souvent limitée⁴⁷. Toutefois, il n'existe à l'heure actuelle aucune base de données complète donnant des informations sur l'ampleur et la typologie des interventions proposées dans les écoles. Selon les estimations de l'OMS, 450 millions d'écoliers – soit plus de la moitié de la population ciblée – bénéficient d'un programme annuel de déparasitage en milieu scolaire dans presque tous les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure⁴⁸, bien que ces services, essentiellement fournis par l'État, soient de qualité et d'ampleur variables.

Des renseignements détaillés sur la couverture des programmes d'alimentation scolaire sont disponibles grâce aux 15 années de recherche et de travail de documentation du PAM dans ce domaine. Les organismes de recherche et les partenaires devraient poursuivre ces travaux et estimer la couverture des autres composantes du dispositif concernant la santé et la nutrition en milieu scolaire, et savoir où cette couverture est incomplète.

Une analyse récente fait apparaître que, de nos jours, presque la moitié des élèves des écoles primaires des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (soit 305 millions) prennent un repas à l'école⁴⁹. Dans la quasi-totalité des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire, la couverture est de 80 à 90 pour cent, ce qui signifie que presque tous les écoliers inscrits dans le cycle

primaire sont nourris à l'école⁵⁰. L'Inde nourrit désormais 100 millions d'enfants, le Brésil 42 millions, la Chine 37 millions et l'Afrique du Sud et le Nigéria 9 millions l'un et l'autre.

En dépit de ces progrès, il reste d'importants obstacles à surmonter. Si la couverture des programmes d'alimentation scolaire est adéquate dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (80 pour cent des enfants d'âge scolaire en bénéficient dans la plupart des contextes), elle est inacceptablement limitée dans les pays à faible revenu (18 pour cent seulement des enfants d'âge scolaire)⁵¹.

Le PAM a étudié l'ampleur des besoins d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dans le monde entier. Sur les 663 millions d'écoliers inscrits à l'école primaire, 338 millions vivent dans des pays où des repas scolaires ne sont pas servis partout (couverture inférieure à 80 pour cent). Sur ce total, 251 millions d'enfants vivent dans des pays où il existe de graves problèmes nutritionnels, notamment une prévalence du retard de croissance de 20 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans et l'anémie féminine. Sur ces 251 millions d'enfants ayant des problèmes nutritionnels, 73 millions vivent dans une extrême pauvreté (avec moins de 1,85 dollar par jour) dans 60 pays, dont 84 pour cent en Afrique, 15 pour cent en Asie et 1 pour cent en Amérique latine⁵².

73 million primary schoolchildren living in extreme poverty in 60 countries do not have access to national school feeding programmes.

Drake, L., Fernandes, M., Chu, K., Lazrak, N., Singh, S., Ryckembusch, D., Burbano, C. y Bundy, D.A.P. 2019

Il faut donc en priorité aider les gouvernements à venir en aide à ces 73 millions d'élèves d'écoles primaires de 60 pays au moyen de repas nutritifs et d'autres interventions de santé scolaire, et il est manifestement nécessaire de se concentrer sur l'Afrique. Pour combler ces insuffisances, il faudra aider les gouvernements à étendre la couverture de ces services dans les pays qui disposent déjà de programmes d'alimentation scolaire et lancer de tels programmes dans ceux qui n'en ont pas encore (voir la carte 1).

47 Sarr B., McMahon B., Peel F., Fernandes M., Bundy D.A.P., Banham L., Gillespie A., Tang K.C., Tembon A. et Drake L. 2017. *The Evolution of School Health and Nutrition in the Education Sector 2000–2015*. *Frontiers in Public Health*. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2016.00271>.

48 Bundy D.A.P., Appleby L., Bradley M., Croke K., Hollingsworth D., Pullan R., Turner H.C. et De Silva N. 2017. *Mass Deworming Programs in Middle Childhood and Adolescence*. In D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, éd. *Child and Adolescent Health and Development. Disease Control Priorities* (3rd Edition), Volume 8. Washington, Banque mondiale.

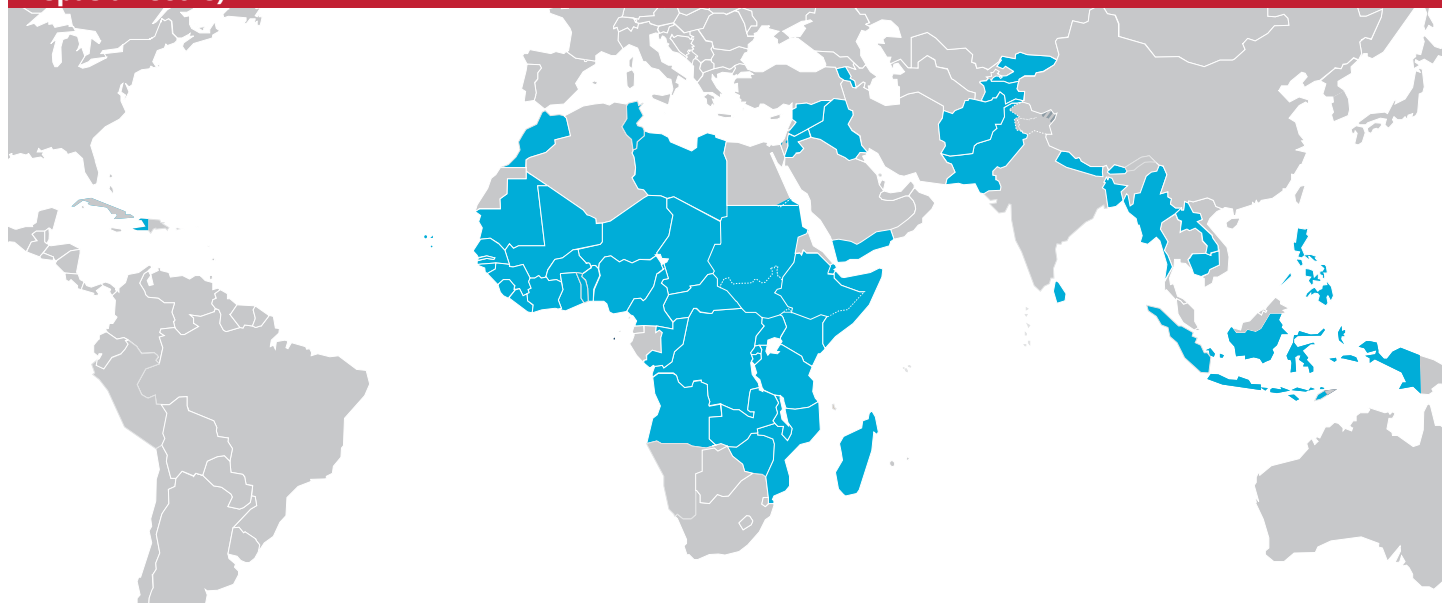
49 Le PAM étudie la situation de l'alimentation scolaire dans le monde depuis plus de 15 ans. Les données les plus récentes et les plus détaillées concernant la couverture de l'alimentation scolaire ont été présentées en 2013 dans une publication du PAM intitulée "*La situation de l'alimentation scolaire dans le monde*". Grâce à ses travaux et à ceux de ses partenaires, les données disponibles sur l'alimentation scolaire sont très fiables, de sorte que cette composante du dispositif intégré portant sur la santé et la nutrition en milieu scolaire est l'une de celles qui a été le plus étudiée et dont la couverture, les coûts et les modalités de mise en œuvre ont été le mieux quantifiés [(Drake L., Fernandes M., Chu K., Lazrak N., Singh S., Ryckembusch D., Burbano C. et Bundy D.A.P. How Many Poor Children Globally Could Benefit from New Generation School Feeding Programmes, and What Would be the Cost? *Frontiers in Public Health* (à paraître)].

50 Si tous les enfants bénéficient du service dans les pays à revenu élevé, tous les pays ne distribuent pas des repas gratuits à l'école à tous les enfants. Dans certains pays, certains ménages paient la cantine ou bénéficient d'un prix subventionné, alors que les enfants des familles pauvres et vulnérables sont nourris gratuitement. Voir *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde* qui décrit les différents mécanismes de ciblage auxquels les pays ont recours et en analyse les avantages et les inconvénients. https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp268196.pdf?_ga=2.37612776.992164114.1584524541-962980529.1584524541.

51 PAM. 2013. *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde*. Voir: https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp268196.pdf?_ga=2.37612776.992164114.1584524541-962980529.1584524541.

52 Drake L., Fernandes M., Chu K., Lazrak N., Singh S., Ryckembusch D., Burbano C. et Bundy D.A.P. How Many Poor Children Globally Could Benefit from New Generation School Feeding Programmes, and What Would be the Cost? *Frontiers in Public Health* (à paraître).

Carte 1. Les 60 pays où vivent les 73 millions d'enfants ayant besoin d'un appui en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire (critère: enfants vivant dans une pauvreté extrême et ne bénéficiant pas de repas à l'école)⁵³



2.4 Combien coûterait la montée en puissance de l'alimentation scolaire et du dispositif intégré de services de santé et de nutrition en milieu scolaire?

Comme on l'a vu plus haut, 73 millions d'écoliers du cycle primaire ont le plus besoin de programmes d'alimentation scolaire⁵⁴, compte tenu de l'insuffisance des services actuellement fournis,

des nombreux indicateurs d'un état nutritionnel carencé et du manque relatif de financements dans les pays concernés pour mettre en œuvre les programmes par eux-mêmes. La majorité de ces enfants (66 pour cent) vit dans des pays à faible revenu, mais une minorité non négligeable d'entre eux vit également dans des îlots de pauvreté de pays à revenu intermédiaire.

Le coût de l'alimentation scolaire en faveur de ces enfants dans le besoin a été calculé sur la base des coûts de référence pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (voir le tableau 1).

Tableau 1. Coût des prestations d'alimentation et de santé scolaires en faveur des 73 millions d'élèves d'écoles primaires vivant dans une pauvreté extrême dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et ne bénéficiant pas de programmes nationaux d'alimentation scolaire

	Pays	Nombre d'enfants dans le besoin scolarisés (en millions)	Coût de l'alimentation scolaire par enfant et par an (en dollars) ⁵⁵	Budget consacré à l'alimentation scolaire (en millions de dollars)	Budget supplémentaire consacré aux prestations de santé scolaire (en millions de dollars)	Montant total du dispositif intégré d'appui (en millions de dollars)
Pays à revenu intermédiaire	32	26	82	2 132	618	2 750
Pays à faible revenu	28	47	54	2 538	507	3 045
Total	60	73	-	4 670	1 125	5 795

53 Drake L., Fernandes M., Chu K., Lazrak N., Singh S., Ryckembusch D., Burbano C. et Bundy D.A.P. How Many Poor Children Globally Could Benefit from New Generation School Feeding Programmes, and What Would be the Cost? *Frontiers in Public Health* (à paraître).

54 *Ibid.*

55 Le coût de l'alimentation scolaire englobe les coûts se rapportant à l'achat, au transport et à l'entreposage de produits alimentaires, ainsi qu'au suivi de l'exécution. Ils ont été établis à partir d'un échantillon de 74 pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé. Ces estimations ont été uniformisées pour plusieurs paramètres afin d'en assurer la comparabilité entre les pays, notamment pour le nombre de kilocalories de la ration et le nombre de jours d'alimentation. Source: Drake L., Fernandes M., Aurino E., Klamba J., Giyose B., Burbano C., Alderman H., Mai L., Mitchell A. et Gelli A. 2018. School Feeding Programs in Middle Childhood and Adolescence. In D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, éd. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies*. Washington, Banque mondiale.

ENCADRÉ 2. COMMENT LE KENYA A CONSOLIDÉ SON PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE

À partir des années 1980, le Ministère de l'éducation est parvenu, en collaboration avec le PAM, à mettre en œuvre un programme de repas scolaires ciblant les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire où les taux de scolarisation et d'achèvement des études étaient les plus faibles et les disparités entre les sexes très marquées. Ce programme englobait toutes les écoles primaires des zones arides et semi-arides du pays ainsi que les zones d'implantation urbaine spontanée de Nairobi.

En 2009, le Gouvernement kényan a pris la décision audacieuse de lancer le premier programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale d'Afrique, dont ont bénéficié au départ les 540 000 enfants du programme bénéficiant d'une assistance du PAM. Le Ministère de l'éducation et le PAM sont convenus d'une stratégie de transfert progressif des responsabilités, ce transfert s'étant achevé en juin 2018. Aujourd'hui, 1,6 million d'enfants des districts arides et semi-arides bénéficient du programme public, qui relève de la stratégie nationale relative à la nutrition et aux repas scolaires (2017-2022), soit 400 000 enfants de plus que dans le cadre du programme bénéficiant de l'appui du PAM. Le financement public est passé de 8,5 millions de dollars en 2009 à 24 millions de dollars en 2018.

Le cas du Kenya illustre comment l'engagement des pouvoirs publics peut transformer un programme qui dépendait de l'appui des donateurs en un programme intégralement financé et pris en charge par le pays. Le programme de repas scolaires du Kenya est désormais l'un des plus solides d'Afrique.

Le Gouvernement kényan continuera de collaborer avec le PAM et d'autres partenaires pour consolider ce programme. À l'heure actuelle ses priorités sont les suivantes:

- renforcer le système de gestion et de traitement des données moyennant la numérisation des processus du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour améliorer l'efficacité, l'efficacité et la responsabilité;
- former les responsables de l'éducation, les enseignants et les représentants des parents en matière de mise en œuvre et de gestion des programmes de repas scolaires;
- renforcer les structures de coordination au niveau national et à celui des districts et des écoles; et
- tirer parti de la collaboration Sud-Sud pour renforcer le programme et partager l'expérience avec d'autres pays.



ENCADRÉ 3. BANGLADESH: LA TRANSITION VA BON TRAIN

À l'heure actuelle, le programme d'alimentation scolaire lancé avec l'appui du PAM en 2001 est en cours de transition pour passer d'un programme bénéficiant de l'appui extérieur à un programme intégralement pris en charge par le Gouvernement. Comme l'indique la nouvelle politique nationale relative aux repas scolaires approuvée par le Premier ministre en août 2019, le but est de distribuer d'ici à 2030 des repas à tous les élèves des écoles primaires en faisant appel à la production locale. Ce programme national sera mis en œuvre progressivement, avec un appui technique du PAM. Pendant la transition, le nombre d'enfants en bénéficiant ira croissant. Le Gouvernement a l'intention de fournir des repas à tous les élèves des écoles primaires publiques d'ici à 2024.

Progressivement, les biscuits enrichis distribués seront remplacés par des repas chauds composés d'aliments variés. Le Gouvernement affecte actuellement un montant annuel de 75 millions de dollars au programme. D'après les estimations, lorsque la politique nationale de repas scolaires sera pleinement mise en œuvre, le coût du programme s'élèvera à 910 millions de dollars par an, montant que le Gouvernement s'est engagé à financer dans son intégralité.



Comme on le voit au tableau 1, le coût total pour les 73 millions d'enfants ayant besoin de repas à l'école s'élève à près de 4,7 milliards de dollars, soit une moyenne annuelle de 64 dollars par enfant. Les coûts de référence de l'alimentation scolaire utilisés sont ceux qui figurent dans le volume 8 de la troisième édition de Disease Control Priorities.

Si l'on ajoute les autres prestations de santé scolaire prévues pour les enfants de 5 à 14 ans au tableau 1, le coût serait de quelque 29 pour cent de plus, soit 618 millions de dollars, pour les pays à revenu intermédiaire et de 20 pour cent de plus, soit 507 millions de dollars, pour les pays à faible revenu.

Le coût total du dispositif intégré atteindrait donc 5,80 milliards de dollars par an, dont environ la moitié pour les seuls pays à faible revenu. Les pays à revenu intermédiaire disposent de ressources, souvent substantielles, qui pourraient aider à combler cet écart, comme l'ont montré le Kenya et le Bangladesh (voir les encadrés 2 et 3). D'autres analyses sont en cours pour étudier comment y parvenir en associant financement transitoire et cofinancement.

À l'heure actuelle, les investissements consacrés à l'éducation de base s'élèvent à 210 milliards de dollars par an, essentiellement financés par le secteur public, qui permettent d'assurer gratuitement un enseignement préprimaire, primaire et secondaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, bien que certains pays fassent encore payer des frais de scolarité⁵⁶. La Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde invite les gouvernements de tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à augmenter leurs dépenses publiques afin de parvenir à l'enseignement primaire universel d'ici à 2030. Il faudrait à cette fin que la part

des dépenses publiques consacrée à l'éducation passe de 4,0 à 5,8 pour cent de leur PIB, soit un rythme annuel de croissance de 7 pour cent sur une période de 15 ans⁵⁷.

À la différence de ces dépenses publiques très importantes dans l'éducation, le dispositif intégré en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire, y compris l'alimentation scolaire, représenterait un surcoût de 2,76 pour cent.

The cost of covering **73 million** children in need of school feeding is USD 4.7 billion, an average of USD 64 per child per year.

2.5 Aider les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu à surmonter les problèmes de mise en œuvre

Les ressources budgétaires limitées dont disposent les pays à faible revenu pour l'alimentation scolaire sont la première difficulté, et la plus importante, qui freine le développement des programmes et le passage à des programmes nationaux. Si les programmes mis en œuvre dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire sont presque exclusivement financés par des recettes internes (taxes et autres sources), les programmes des pays à faible revenu sont dans une large mesure tributaires de l'appui des donateurs. Dans ces pays en effet, des sources extérieures financent les programmes en cours à hauteur d'environ 83 pour cent⁵⁸. Il faut donc en priorité trouver des sources transitoires et permanentes de financement de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu.

56 Estimations de la Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde. 2016. *The Learning Generation: Investing in Education for a Changing World*, p. 37. Voir: https://report.educationcommission.org/wp-content/uploads/2016/09/Learning_Generation_Full_Report.pdf. La commission estime les dépenses actuelles que consacre le secteur public à l'éducation de base (enseignement primaire) dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

57 Bundy D.A.P., De Silva N., Horton S., Jamison D.T. et Patton G.C. 2018. *Re-Imagining School Feeding: A High Return Investment in Human Capital and Local Economies*. Washington, Banque mondiale.

58 PAM. 2013. La situation de l'alimentation scolaire dans le monde. Voir: https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp268196.pdf?_ga=2.37612776.992164114.1584524541-962980529.1584524541.

Les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire ont pris conscience que l'alimentation scolaire était une intervention multisectorielle; ils ont donc pris des dispositions multisectorielles en matière de budgétisation et de gouvernance pour accompagner la mise en œuvre de ce vaste filet de protection nationale. Dans les pays à faible revenu, c'est encore au secteur de l'éducation que l'on demande d'assumer la plupart des coûts et des responsabilités en la matière, y compris l'obligation de rendre des comptes, ce qui limite manifestement la marge de manœuvre compte tenu des budgets déjà réduits affectés à l'éducation et des faibles capacités de ces pays.

Les pays qui ont récemment réussi la transition et ont développé à grande échelle leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire (par exemple le Kenya, le Bhoutan ou El Salvador) y sont parvenus quand ils ont compris que l'alimentation scolaire contribue à de nombreux autres secteurs (éducation, protection sociale, santé et nutrition, égalité des sexes, agriculture). Les coûts en sont alors pris en charge par le budget national et non plus par le seul budget du secteur de l'éducation, même si ce dernier en assure la mise en œuvre. Il faut donc en priorité aider les pays à inscrire ces programmes dans leurs plans nationaux de développement (et dans les plans des secteurs de l'éducation et de la protection sociale) et à prendre des dispositions budgétaires multisectorielles.

En général, tous les pays sont confrontés aux difficultés de mise en œuvre suivantes:

1. Veiller à ce que la valeur nutritionnelle des aliments soit adaptée à la prévention de la malnutrition sous toutes ses formes (carences en micronutriments, surpoids, obésité) et permette un développement physique et cognitif optimal. Il faut notamment décider du type, de la quantité et de la qualité des produits alimentaires (c'est-à-dire se demander si l'aliment doit être enrichi, s'il répond aux besoins nutritionnels des garçons et des filles en fonction de leur âge, s'il assure la diversité du régime alimentaire et s'il respecte les directives relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à la nutrition, etc.).
2. Décider d'où proviennent les aliments: en général, mieux vaudrait qu'ils soient autant que possible d'origine locale (mais pas toujours, par exemple dans les zones très arides peu productives). Il faut tenir compte des modes de consommation et des préférences de la population locale, des avantages pour les économies locales et des problèmes de la chaîne de valeur (entreposage, transformation, eau, assainissement et hygiène et infrastructures).
3. Maîtriser les coûts pour pouvoir fournir des repas à autant d'enfants vulnérables que possible.
4. Assurer le suivi et l'évaluation de la gestion et de l'impact des programmes.

Il faut manifestement procéder à des arbitrages entre les trois premiers points et, bien que le juste milieu ne soit pas facile à trouver, il est néanmoins crucial de trouver le dosage qui assurera la bonne qualité et la pérennité des programmes (voir la politique en matière d'alimentation scolaire de 2013 pour une analyse détaillée de ces arbitrages)⁵⁹.

Dans certains contextes, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire, les gouvernements revoient leurs programmes compte tenu de la progression du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents. Ils privilégient la qualité des aliments par rapport à la quantité et promeuvent des approches à dimension nutritionnelle⁶⁰ en renforçant les composantes de leurs programmes concernant l'éducation sanitaire et nutritionnelle à l'aide d'outils numériques innovants, en étudiant de plus près les habitudes, les comportements et l'environnement alimentaire et en encourageant l'activité physique. Le dernier Rapport sur la nutrition mondiale (2018) indique que 30,3 pour cent des enfants en âge scolaire ne consomment aucun fruit et que 43,7 pour cent d'entre eux consomment des sodas au quotidien⁶¹.

Dans les pays où l'assistance s'adresse également aux enfants des écoles maternelles et aux adolescents, le défi consiste à adapter les programmes aux divers besoins nutritionnels de chaque groupe d'âge et de chaque sexe et à trouver de nouvelles modalités plus efficaces pour fournir aux adolescentes l'apport dont elles ont besoin pour améliorer leur état nutritionnel et les inciter à poursuivre plus longtemps leur scolarité. Pour tous les groupes d'âge, l'alimentation scolaire doit être associée à des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour que les habitudes alimentaires et nutritionnelles changent; elle permet également d'aborder la cohésion sociale, la violence et la problématique femmes-hommes, entre autres.

Les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale ont donné de très bons résultats dans certains pays – notamment ceux qui se sont réellement efforcés de fournir aux enfants des écoles des aliments sains et variés, produits et achetés localement, en particulier à de petits producteurs – mais le changement d'échelle reste un défi de taille. Les principaux obstacles concernent la régularité de l'approvisionnement des écoles et le contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, en particulier pour les achats locaux. Il semble toutefois que, quand on demande aux petits producteurs d'améliorer la qualité de leurs produits et de respecter davantage les normes de sécurité sanitaire des aliments, non seulement ils produisent des aliments de meilleure qualité mais ils peuvent également en tirer un meilleur prix en vendant leurs excédents sur les marchés structurés⁶². Les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale permettent d'ajouter des produits frais aux repas et diversifient donc directement le régime alimentaire des enfants, renforçant ainsi la dimension nutritionnelle des programmes.

59 Révision de la politique en matière d'alimentation scolaire. Voir: <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp263530.pdf?ga=2.139306363.992164114.1584524541-962980529.1584524541>.

60 Les approches à dimension nutritionnelle sont les programmes mis en œuvre dans des secteurs complémentaires de la nutrition pour s'attaquer aux causes profondes et fondamentales de la malnutrition.

61 *Global Nutrition Report 2018*. Voir: <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>.

62 PAM, FAO, FIDA, NEPAD, Fondation mondiale pour la nutrition des enfants et Partenariat pour le développement de l'enfant. 2018. *Home-Grown School Feeding Resource Framework*. Document technique. Rome. Voir: <https://www.wfp.org/publications/home-grown-school-feeding-resource-framework>.

Les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale raccourcissent nettement les circuits d'approvisionnement et réduisent l'empreinte carbone des opérations de transport, de stockage et de distribution. Promouvoir des aliments locaux contribue à créer des habitudes alimentaires durables chez les enfants qui favoriseront un profil à faible demande calorique durant toute leur vie. Les achats locaux peuvent par ailleurs réduire les déchets liés aux matériaux d'emballage. Ces programmes, outre qu'ils atténuent les effets du changement climatique, peuvent également contribuer à l'adaptation des écosystèmes vulnérables. Quand on les relie à des chaînes d'approvisionnement et à des systèmes alimentaires "verts", les écoles peuvent acheter des produits alimentaires aux producteurs locaux qui pratiquent une agriculture intelligente face au climat, améliorant ainsi la résilience de leur communauté face au changement climatique dans les zones où l'insécurité alimentaire est causée ou aggravée par des facteurs climatiques.

Un examen des coûts des programmes d'alimentation scolaire réalisé en 2012 indiquait qu'il existait des possibilités considérables de maîtrise des coûts, en particulier dans les pays à faible revenu⁶³. Du point de vue institutionnel, l'administration des programmes d'alimentation scolaire demeure problématique, notamment pour ce qui a trait à l'assurance de la qualité, aux dispositifs d'approvisionnement et de passation des marchés en limitant les risques de corruption et de pertes et en améliorant le suivi et l'information. Les institutions nationales sont tout à fait capables de gérer ces programmes et de coordonner l'action multisectorielle dans certains pays mais n'en sont qu'aux prémices dans d'autres, raison pour laquelle la coopération Sud-Sud a joué un rôle aussi crucial dans l'apprentissage entre pays.

Il existe aussi des problèmes d'infrastructures dans de nombreux pays, notamment un manque d'installations et de matériel de cuisine appropriés, d'eau courante et de services d'assainissement. Le passage à des cuisines efficaces et plus propres pour préparer les repas dans les cantines réduit le coût des combustibles et diminue le temps passé par les enfants et leurs familles à ramasser le bois de feu, diminue l'incidence des maladies respiratoires causées par la pollution de l'air à l'intérieur et les retombées négatives pour l'environnement, notamment la déforestation. Des solutions énergétiques durables peuvent aider à préserver et à transformer les aliments (réfrigération, séchage, fumage, mouture). De telles solutions favorisent l'innovation en se propageant des écoles aux communautés environnantes et en offrant des moyens énergétiques propres et efficaces aux ménages et aux entreprises.

Aider les gouvernements à résoudre ces difficultés sera désormais un aspect central de l'action du PAM au cours des 10 prochaines années. Il est important de s'attaquer à ces problèmes pour s'assurer que les enfants bénéficient de la meilleure assistance possible durant les premières années de leur développement et que le rendement des investissements des pays soit le meilleur possible. En tant qu'organisme chef de file des programmes d'alimentation scolaire depuis plus de 50 ans, le PAM est bien placé pour accompagner ce programme.

63 Gelli A., Cavallero A., Minervini L., Mirabile M., Molinas L. et de la Mothe M.R. 2012. New Benchmarks for Costs and Cost-Efficiency of School-based Feeding Programs in Food-Insecure Areas. Food and Nutrition Bulletin 32(4), p. 324 à 332.





ଅନୁସନ୍ଧାନ (ଅନୁସନ୍ଧାନ)

10
12

00

Troisième partie - Rôle et réponse stratégique du PAM

3.1 L'ambition du PAM

Répondant à l'appel lancé en faveur d'une décennie d'action (2020-2030), le PAM va collaborer avec les gouvernements et ses partenaires pour faire en sorte conjointement que tous les élèves des écoles primaires bénéficient de repas de bonne qualité ainsi que d'un ensemble intégré plus large de services de santé et de nutrition. Tirant parti de ses six décennies d'expérience, il mènera une action nationale et internationale de sensibilisation pour que la cause de la santé et de la nutrition en milieu scolaire devienne une priorité. Il veillera en particulier à ce que les programmes soient amplifiés pour que les 73 millions d'enfants qui vivent dans une pauvreté extrême dans 60 pays en bénéficient.

Le PAM interviendra à partir des opérations déjà en cours dans les pays et mettra à profit les compétences, les outils, les systèmes et les partenariats dont il dispose pour aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de développement du capital humain en investissant davantage dans la nutrition, la qualité de l'apprentissage, l'égalité des sexes et la bonne santé pendant la croissance. Le PAM ne va pas prendre directement ou tout seul en charge les besoins des 73 millions d'élèves des écoles primaires. Il adoptera une approche spécifique à chaque contexte et adaptera son rôle à la situation particulière du pays, en partenariat avec d'autres acteurs clés, notamment les pouvoirs publics, les entités des Nations Unies, le secteur privé, les institutions financières internationales et les ONG.

Cette ambition est en cohérence avec la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire approuvée par le Conseil d'administration en 2013, et ne s'en écarte nullement. De fait, la présente stratégie entend mettre en œuvre les objectifs, les principes et les buts de la politique de 2013, en mettant en place un cadre d'action aux niveaux national, régional et mondial.

Au cours des 10 dernières années, le PAM et ses partenaires, notamment l'UNICEF, la FAO, l'UNESCO, la Banque mondiale, des ONG, des organisations régionales telles que l'Union africaine et le NEPAD ainsi que des groupements locaux et des organisations

de la société civile ont aidé à faire évoluer la situation de l'alimentation scolaire partout dans le monde, en appuyant l'action des pouvoirs publics. La générosité des donateurs a permis de répondre aux besoins et le PAM a pu passer à une nouvelle génération de programmes d'alimentation scolaire durables. La présente stratégie est conçue de façon à prolonger ce travail mené conjointement pour obtenir plus de résultats et aider plus efficacement les enfants et les gouvernements.

3.2 La réponse du PAM: ce qu'il entend faire

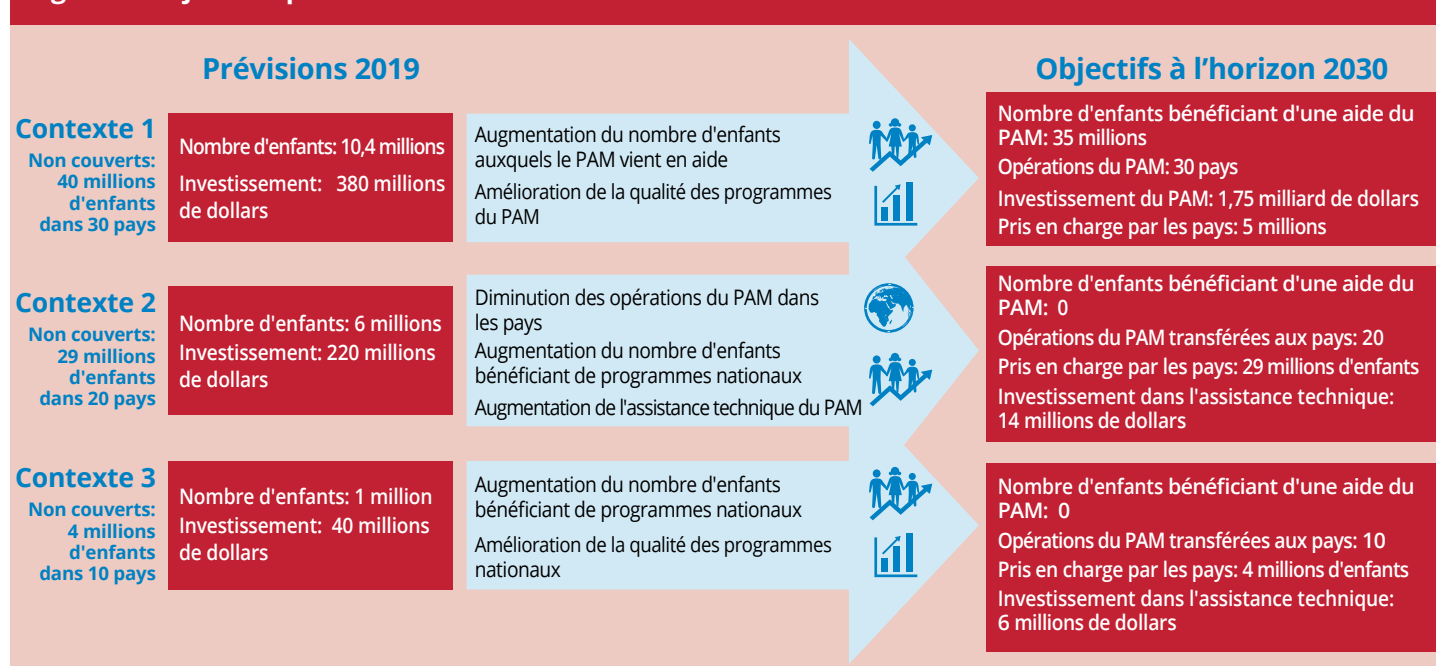
Le PAM a pour ambition de veiller à ce que 73 millions d'élèves des écoles primaires bénéficient de repas en recourant à divers moyens:

- en lançant des programmes dans des pays qui ne sont pas en mesure de subvenir aux besoins des enfants vulnérables;
- en privilégiant le renforcement des systèmes et l'assistance technique dans les pays qui disposent de moyens mais s'attachent actuellement à améliorer l'envergure et la qualité de leurs programmes nationaux;
- en travaillant avec des partenaires, des donateurs, des groupes et des blocs régionaux et avec les communautés pour bâtir des coalitions visant à appuyer les enfants en milieu scolaire; et
- en travaillant avec les milieux spécialisés pour consigner les éléments factuels et continuer de plaider en faveur de l'investissement dans les interventions de santé et de nutrition en milieu scolaire.

Ainsi, le PAM entend répondre aux besoins des 73 millions d'élèves des écoles primaires en jouant un rôle de facilitation et de mobilisation pour agir avec d'autres partenaires et en adaptant son rôle à chaque contexte.

Pour réaliser cette ambition, le PAM va mettre en place un cadre stratégique qui prévoit trois rôles au niveau des pays et quatre axes de travail pour l'action menée en vue de mobiliser l'appui en faveur des écoliers (voir la figure 3).

Figure 3. Objectifs opérationnels estimés du PAM à l'horizon 2030



CONTEXTE 1: situation de crise ou d'urgence humanitaire. Trente pays, où près de 40 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

- ▶ **RÔLE 1: le PAM intensifiera son action en fournissant un appui opérationnel.** Dans les pays fragiles, n'ayant guère de moyens, en conflit ou exposés à des chocs répétés, le PAM fournira un appui opérationnel pour mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire de grande qualité. Il entend accroître l'envergure et la qualité de programmes d'un bon rapport coût efficacité et à dimension nutritionnelle dans de tels contextes, pour venir en aide à autant d'enfants vulnérables que possible, tout en faisant le nécessaire pour renforcer les capacités nationales. À l'heure actuelle, 10 millions d'enfants de 27 pays bénéficient d'interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: couvrir les besoins de 35 millions d'enfants de 30 pays d'ici à 2030 et aider les gouvernements à prendre en charge les 5 autres millions d'enfants dans le besoin. Le PAM entend mobiliser 1,75 milliard de dollars par an pour intensifier son action en ce sens et augmentera progressivement les capacités d'exécution sur le terrain.

CONTEXTE 2: pays stables à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Vingt pays, où environ 29 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

- ▶ **RÔLE 2: le PAM accompagnera la transition et l'amplification des programmes nationaux.** Lorsque la situation du pays est stable et que le gouvernement commence à disposer de quelques moyens, le PAM appuiera la création, le renforcement ou la consolidation de programmes d'alimentation scolaire gérés par le pays. Le PAM aidera à renforcer les systèmes et fournira une assistance technique aux pays dont les moyens sont encore naissants et qui s'efforcent d'améliorer l'envergure et la qualité de leurs programmes nationaux. En 2020 et 2021, il collaborera avec les gouvernements de ces pays pour définir des objectifs nationaux et des stratégies de transfert des responsabilités, assortis de calendriers précis, ce qui diminuera progressivement le nombre de bénéficiaires d'opérations du PAM. Dans ces pays, le PAM utilisera un nouveau modèle de financement pour appuyer son action de renforcement et de facilitation de la mise en place des systèmes requis. À l'heure actuelle, 6 millions d'enfants bénéficient des interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: transférer la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire aux autorités nationales dans 20 pays d'ici à 2030. Le PAM entend mobiliser 14 millions de dollars par an pour accompagner les

activités de renforcement des capacités⁶⁴. En outre, comme la transition se fera progressivement au fil des 10 prochaines années, le PAM devra mobiliser les financements nécessaires pour subvenir aux besoins des enfants qu'il prend actuellement en charge et dont le nombre va progressivement diminuer.

CONTEXTE 3: pays à revenu intermédiaire. Dix pays, où environ 4 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

- ▶ **RÔLE 3: le PAM accompagnera la consolidation et le renforcement des programmes nationaux.** Dans ces pays, où la transition vers la prise en main par les pouvoirs publics a déjà eu lieu, l'assistance du PAM a contribué à la réforme et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le PAM continuera de collaborer avec les gouvernements pour faire en sorte que les enfants dans le besoin soient bien pris en charge par les programmes nationaux. Dans la plupart de ces pays, le gouvernement finance les programmes nationaux et bénéficie d'une assistance technique du PAM et d'activités de renforcement des capacités s'il en fait la demande. Ainsi, le PAM peut déployer son savoir-faire, ses pratiques optimales et ses connaissances dans des pays à revenu intermédiaire stables et favoriser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au profit des enfants vulnérables. À l'heure actuelle, un million d'enfants bénéficient d'intervention du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: parvenir à transférer aux autorités nationales la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire dans ces 10 pays d'ici à 2030. Le PAM entend mobiliser 6 millions de dollars par an pour accompagner les activités de renforcement des capacités.

Objectifs du PAM pour les 10 prochaines années

1. Assurer une alimentation scolaire à 35 millions d'enfants de 30 des pays à faible revenu les plus fragiles. Le PAM mobilisera 1,75 milliard de dollars par an pour nourrir ces enfants.
2. Travailler avec les gouvernements **des 30 autres pays stables à faible revenu ou à revenu intermédiaire pour venir en aide à 38 millions d'enfants** (contextes 2 et 3) en assurant le transfert progressif des responsabilités et en développant les programmes pris en charge par les pays. Le PAM mobilisera 20 millions de dollars pour l'assistance technique ainsi que les fonds nécessaires pour assurer les opérations pendant la période de transition.

⁶⁴ Ce chiffre repose sur les budgets prévus pour 2019 dans les plans stratégiques de pays du PAM. Les budgets d'un échantillon représentatif de pays ont servi à estimer le montant total des besoins pour chaque rôle. Il s'agit d'une estimation approximative qui sera revue et actualisée sur la base d'une analyse plus approfondie des besoins des pays en matière de renforcement des capacités lors de l'élaboration des plans d'exécution régionaux.

3.3 Réorientations stratégiques majeures et apprentissage organisationnel nécessaires pour réaliser l'ambition du PAM

RÔLE 1 – Fournir un appui opérationnel. Difficulté: assurer des prestations régulières d'alimentation scolaire de grande qualité

Le PAM interviendra dans des pays à faible revenu et en crise pour traduire en termes opérationnels l'articulation entre action humanitaire, développement et paix⁶⁵, à laquelle l'alimentation scolaire peut contribuer. Il déploiera les ressources disponibles, ses compétences programmatiques et ses capacités opérationnelles pour s'assurer qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte. Il travaillera avec d'autres partenaires du secteur de l'éducation pour assurer un ensemble intégré de prestations d'appui, en recourant à des dispositifs innovants pour garantir l'inclusion des enfants touchés par les crises et des enfants réfugiés dont la scolarité a été perturbée.

Tout en assurant l'intensification de l'action dans de tels contextes, le PAM renforcera ses programmes pour qu'ils satisfassent à toutes les normes de qualité. Ce faisant, il en facilitera le transfert ultérieur aux autorités nationales. Un examen des plans stratégiques de pays, des audits et des évaluations a mis en évidence des défaillances en ce qui concerne la conception et l'intégration et a recensé certains besoins auxquels il faut répondre.

RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES:

► L'accent mis sur la qualité et l'intégration nécessitera:

- une amélioration de la programmation, notamment de l'analyse, de la conception, de l'exécution, du suivi et des contrôles;
- une diversification accrue de l'assortiment alimentaire avec des aliments contenant plus de nutriments pour répondre aux besoins nutritionnels des écoliers dans différents contextes;
- l'inclusion de l'éducation nutritionnelle pour promouvoir des habitudes alimentaires saines;
- des liens explicites et délibérés avec les achats locaux;
- des prestations de services régulières tout au long de l'année scolaire;
- la prise en compte de la problématique femmes-hommes tout au long du cycle des programmes; et
- une amélioration des données recueillies, ventilées par sexe et par âge.

- **Des partenariats plus étroits:** le PAM ne peut fournir qu'une partie des prestations du dispositif intégré de santé et de nutrition en milieu scolaire et doit travailler avec des partenaires pour être sûr que l'accent est mis sur une éducation de grande qualité. Dans ces pays, il s'efforcera de forger des partenariats multisectoriels plus étroits avec des partenaires clés afin de réduire le déficit de financement, de jeter les bases qui permettront de passer à des programmes nationaux là où cela sera possible et de veiller à la cohérence des diverses prestations. Le PAM mènera une initiative interne avec l'UNICEF pour fournir un appui conjoint dans les écoles. Les autres partenaires essentiels seront les pouvoirs publics, les entités des Nations Unies (FAO, OMS, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Fonds des Nations Unies pour la population), Education Cannot Wait, Partenariat mondial pour l'éducation, la Banque mondiale, le secteur privé et les nouveaux donateurs, les organisations de la société civile et les ONG.

Le PAM continuera de privilégier les élèves des écoles primaires qui seront le groupe cible principal de ses opérations, conformément à sa politique de 2013. Toutefois, dans certains contextes et en collaboration avec les partenaires compétents, le PAM s'efforcera de fournir un appui à l'enseignement préprimaire et secondaire, notamment en recherchant de nouvelles modalités pour les adolescentes afin qu'elles puissent surmonter les obstacles particuliers qu'elles rencontrent en matière d'éducation. Le PAM comblera les lacunes actuelles des programmes dans les contextes d'urgence en élaborant de nouveaux documents d'orientation et de nouveaux outils (par exemple des directives pour l'alimentation scolaire des réfugiés). Là où il le pourra, le PAM collaborera avec les pouvoirs publics au niveau national ou décentralisé et avec des acteurs locaux pour renforcer les capacités nationales et jeter les bases d'une transition vers la prise en main du programme par le pays.

RÔLE 2 – Accompagner la transition vers des programmes nationaux. Difficulté: apprendre à se retirer sans heurt

Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure stables, le PAM adoptera désormais un rôle de facilitateur. Cette démarche suppose une réorientation stratégique et opérationnelle plus profonde du PAM et il faudra donc du temps pour que le changement et l'apprentissage se fassent. Afin d'accompagner la transition vers la prise en main des programmes par les pays, le PAM doit acquérir les compétences requises pour aider les autres à en assumer la responsabilité, c'est-à-dire qu'il doit assumer un rôle de facilitation et non plus un rôle opérationnel.

65 L'articulation entre action humanitaire, développement et paix s'entend de l'action menée pour assurer la continuité entre les interventions d'urgence immédiates et les programmes de développement durable. On parle aussi de "triple lien".

Le PAM a certes de plus en plus conscience que cette réorientation est nécessaire et a tiré des enseignements des évaluations et des nouvelles approches, mais sa traduction en termes opérationnels demeure problématique. En ce sens, la mise en œuvre de la stratégie en matière d'alimentation scolaire est une bonne occasion de s'attaquer à ces problèmes systémiques et de continuer à tirer des enseignements des processus de transition en cours, afin de définir ensuite des approches institutionnelles plus globales. Les transitions se feront progressivement, mais le PAM devra veiller à la grande qualité des programmes et revoir ses dispositifs d'exécution et ses structures de coûts pour s'assurer qu'ils sont conçus de façon à accompagner la transition vers une prise en main des programmes par les pays

RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES:

- ▶ **Des plans de transition assortis de calendriers précis décidés avec les gouvernements:** le PAM estime qu'il va transférer la responsabilité de ses programmes dans 20 pays d'ici à 2030. Les stratégies de transition seront négociées et approuvées au plus haut niveau, en veillant à ce que des ressources nationales soient engagées à cette fin au préalable. Des stratégies de transition complémentaires pourraient devoir être rédigées pour les plans stratégiques de pays dont les plans de transition ne sont pas suffisamment précis.
- ▶ **Des moyens plus importants pour le renforcement des systèmes et l'élaboration des politiques en amont:** l'alimentation scolaire et, plus largement, l'ensemble des mesures axées sur la santé et la nutrition en milieu scolaire doivent s'inscrire dans le cadre des plans nationaux des secteurs de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, et le PAM doit s'engager davantage à cet égard à l'échelle des pays. Le renforcement des capacités du personnel et des instructions systématiques seront prévus pour faire mieux comprendre les systèmes nationaux et infranationaux dans lesquels s'inscrivent les programmes d'alimentation scolaire, en particulier les chaînes nationales d'approvisionnement, les systèmes de gestion de l'information, les politiques, les processus de planification et de budgétisation, la structure de l'administration ainsi que les mécanismes publics qui permettent de rendre des comptes et d'informer. Le PAM renforcera également ses capacités de sensibilisation et de mobilisation afin de stimuler la volonté politique et de s'assurer que les budgets nécessaires soient dégagés, aux niveaux national et infranational (troisième axe de travail).

Le PAM appuiera les groupements régionaux qui ont accordé la priorité à l'alimentation scolaire dans les débats menés à l'échelle du continent. L'appui à l'Union africaine sera prioritaire, tout comme les partenariats avec l'Agence de développement de l'Union africaine et avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, car il souhaite accompagner davantage les efforts déployés et la prise en main de l'action au niveau régional. Ces partenariats seront renforcés pour créer des dispositifs de responsabilisation régionaux et



transférer des capacités d'assistance technique aux organes régionaux. Des conseils techniques et politiques spécialisés seront dispensés en ce qui concerne les filets de sécurité et la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition en mettant particulièrement l'accent sur les objectifs qui favorisent l'égalité des sexes. La coopération Sud-Sud sera cruciale pour atteindre cet objectif. Le Centre d'excellence du PAM au Brésil jouera un rôle moteur à cette fin, en partenariat avec les autres centres en Chine et en Côte d'Ivoire ainsi qu'avec les bureaux régionaux.

Pour les initiatives d'alimentation scolaire appuyant la transition vers la prise en main des programmes par les pays, le PAM adoptera une approche multisectorielle et cherchera de nouveaux outils et dispositifs de financement en vue de renforcer et de développer les partenariats, notamment avec des partenaires publics, des institutions financières internationales et des entités des Nations Unies

RÔLE 3 – Consolider et renforcer les programmes nationaux. Difficulté: adopter une approche régionale de l'appui aux pays

À ce jour, 44 pays gèrent des programmes nationaux d'alimentation scolaire qui ont démarré avec l'appui du PAM il y a quelques décennies, preuve du riche héritage légué par le PAM dans ce domaine. Il s'agit de pays à revenu intermédiaire où le transfert de la responsabilité du programme a déjà eu lieu (par exemple le Pérou, la République dominicaine, l'Indonésie) et où l'appui technique fourni par le PAM à la demande du gouvernement a contribué à l'amélioration de certains aspects du programme national, en mettant en évidence les pratiques optimales et en testant de nouvelles méthodes. Par exemple, en Inde, l'appui du PAM a permis à des millions d'enfants de recevoir du riz enrichi dans

le cadre du programme national Repas de midi. Le PAM fournit actuellement une assistance technique et renforce les capacités, en parallèle de son appui opérationnel, dans 61 pays; dans 10 pays, il apporte un soutien technique en réponse à la demande. Dans bon nombre de ces pays, le PAM facilite la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en faisant connaître des exemples de collaboration intéressants et en encourageant les gouvernements à collaborer.

Le PAM continuera de mobiliser et de déployer ses compétences organisationnelles dans ces pays, et renforcera sa capacité de documentation et de diffusion de ses réalisations.

RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES:

- ▶ **Adoption d'une approche régionale de l'appui aux pays:** le PAM doit adopter une nouvelle approche dans des régions telles que l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie, où les pays sont demandeurs d'un appui spécifique pour améliorer les programmes existants. Une assistance technique pointue fournie par des spécialistes est nécessaire pour réaliser les estimations des besoins, les études et les évaluations des programmes nationaux en vue de pouvoir prendre des décisions politiques ou de mettre en œuvre des réformes. Ces capacités peuvent être partagées entre les pays à l'aide de registres de spécialistes régionaux, par exemple, ce qui rendrait l'assistance plus efficiente. Un appui sera fourni aux réseaux et institutions régionaux s'occupant d'alimentation scolaire pour faciliter la concertation entre les pays, consigner les réalisations régionales à la demande des pays, organiser et accueillir des manifestations régionales et fournir un appui technique à la demande. Le PAM s'efforcera de nouer des partenariats plus étroits avec des établissements de recherche nationaux, régionaux et mondiaux, des institutions financières internationales, des entités du secteur privé, des organismes universitaires et des laboratoires d'idées.

3.4 Les grands axes de travail de la stratégie

À l'échelle institutionnelle, le PAM va introduire quatre axes de travail pour mettre en œuvre la stratégie. Ils revêtiront la forme de groupes travail dirigés par les départements ou divisions compétents. Des organisations extérieures seront également invitées à s'y associer. Au niveau régional, la stratégie recourra à des plans d'exécution régionaux, qui définiront les mesures effectives adaptées au contexte pour assurer la cohérence entre les pays.



PREMIER AXE DE TRAVAIL - Produire et diffuser des connaissances et des pratiques optimales à l'échelle mondiale

Comme il l'a fait en 2009, le PAM va élaborer avec ses partenaires un programme de recherche concernant l'alimentation scolaire pour les dix

prochaines années, sur la base d'un état des lieux des besoins d'apprentissage, pour combler les lacunes globales de la base de données. Un consortium de recherche sera créé, et géré par un partenaire du monde universitaire et non par le PAM, afin de garantir la rigueur factuelle et la crédibilité de ses travaux.

Les domaines de recherche seront les suivants:

- ▶ nutrition et qualité du régime alimentaire des enfants en âge scolaire;
- ▶ mise au point d'indicateurs pour mesurer l'impact de l'alimentation scolaire sur l'état nutritionnel des écoliers;
- ▶ contribution de l'alimentation scolaire au développement du capital humain et coûts, rapport coûts-avantages et facteurs de coût des programmes nationaux;
- ▶ impact de l'alimentation scolaire sur l'éducation des filles et les adolescents;
- ▶ analyse de la manière dont les pays sont passés de l'appui extérieur à une prise en charge nationale du financement et de la gestion des programmes;
- ▶ rapport coût-efficacité du recours aux programmes d'alimentation scolaire pour fournir d'autres services (santé et nutrition, protection, etc.); et
- ▶ contribution de l'alimentation scolaire aux résultats relatifs à la paix et à la stabilité et aux résultats concernant les fonctions cognitives et l'apprentissage.

En sa qualité de chef de file des organismes qui appuient l'alimentation scolaire, le PAM a la responsabilité d'être un dépositaire et un passeur de connaissances pour que les pays puissent utiliser l'information disponible en vue d'améliorer leurs programmes et de venir en aide aux enfants vulnérables. Mettant à profit des décennies d'accompagnement de l'alimentation scolaire, le PAM va appuyer la production de biens publics mondiaux, tels qu'une base mondiale de données sur l'alimentation scolaire, et collectera et diffusera les enseignements généraux qu'il en a tirés, les pratiques optimales, les normes et les critères plus efficacement.

Ces dernières années, de nouvelles approches décentralisées voient le jour en matière de partage des connaissances, notamment les échanges Sud-Sud, les centres de connaissances et d'autres initiatives au niveau régional. Il convient de les soutenir afin de travailler davantage en réseau et non sur un mode centralisé. Mais il faut à cette fin améliorer la coordination entre ces diverses initiatives pour en garantir la cohérence.

La PAM va travailler avec la Banque mondiale et d'autres partenaires compétents pour recueillir presque cinq années de données sur la mise en œuvre de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) et actualiser cet outil pour qu'il soit aussi utilisé dans le cadre de la nouvelle stratégie de la Banque mondiale concernant la santé et l'alimentation scolaires pour tous. Un outil opérationnel sera mis au point par le PAM pour évaluer plus efficacement les capacités des pays dans

le domaine de l'alimentation scolaire et leur apporter une assistance technique. Le PAM travaillera avec des partenaires tels que la Fondation mondiale pour la nutrition des enfants pour lancer une enquête mondiale sur l'alimentation scolaire. Une publication phare périodique permettra de regrouper l'information et de rendre compte de la situation de l'alimentation scolaire dans le monde. Des indicateurs d'effets directs améliorés seront définis pour recueillir les données et suivre les résultats des interventions d'alimentation scolaire, en particulier celles qui sont axées sur la nutrition et le développement des capacités.



DEUXIÈME AXE DE TRAVAIL – Investir davantage dans l'alimentation scolaire: un nouveau modèle de financement

Il est nécessaire de disposer d'un nouveau modèle de financement prenant en compte

les différents contextes. Les pays à faible revenu et les pays fragiles, qui n'ont pas les mêmes ressources budgétaires que les pays à revenu intermédiaire ou élevé (rôle 1 décrit plus haut), continuent de compter sur l'appui opérationnel du PAM qui, pour sa part, dépend d'un cercle limité de donateurs, d'où le manque de prévisibilité des financements et de durabilité des opérations. Pour financer ses opérations, le PAM doit conclure un nouveau pacte avec les donateurs. Il lui faut adopter une approche multisectorielle pour attirer des donateurs qui n'ont pas l'habitude de financer des programmes d'alimentation scolaire, fusionner les fonds en provenance de divers secteurs et combiner les flux financiers destinés à l'action humanitaire et au développement. Par ailleurs, il existe de nouveaux fonds multilatéraux, notamment dans le secteur de l'éducation, et des mécanismes de financement innovants qui doivent être étudiés.

Dans les pays plus développés et plus stables (rôle 2 décrit plus haut), les gouvernements doivent cesser de compter sur des acteurs tels que le PAM ou les ONG et financer leurs propres programmes. Les pays pourraient, par exemple, affecter des financements de partenaires bilatéraux, négocier la conversion de créances, instaurer des taxes ou des prélèvements internes, ou envisager des projets liés à la responsabilité sociétale des entreprises avec le secteur privé. Le PAM apprendra à collaborer avec les gouvernements afin de concevoir et de mettre en œuvre des instruments novateurs de politique budgétaire pour financer les programmes nationaux et régionaux d'alimentation scolaire. La difficulté pour le PAM consiste à aider les gouvernements à accéder plus facilement à ces fonds tout en mobilisant aussi les financements nécessaires pour les activités de renforcement des capacités. Il devra en outre renforcer sa capacité de gestion et de déploiement des fonds provenant de partenaires du secteur du développement, y compris savoir rendre compte de leur utilisation.

Des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement et des fonds thématiques comme le Partenariat mondial pour l'éducation, notamment, joueront un rôle crucial dans cette transition vers la prise en main



par les pays et la durabilité en insufflant des fonds dans les programmes nationaux. Il faudra mobiliser des fonds pour financer les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités pour que le PAM puisse garder son rôle de catalyseur. L'appui du secteur privé a permis de mobiliser des ressources, de sensibiliser et de fournir une assistance technique pour renforcer les programmes d'alimentation scolaire. Le PAM continuera de travailler en collaboration étroite avec le secteur privé et de chercher des moyens d'intensifier la coopération en recourant à des dispositifs de financement innovants et aux dons de particuliers, afin de combler en partie le déficit de financement, notamment dans les contextes fragiles.



TROISIÈME AXE DE TRAVAIL – Travailler en partenariat pour améliorer et promouvoir la santé et la nutrition en milieu scolaire

Le PAM défendra la cause de la santé et de la nutrition en milieu scolaire dans le monde

entier et plaidera pour qu'elle soit prioritaire au cours de la décennie d'action en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. Il travaillera avec des partenaires pour faire en sorte que les autres composantes du dispositif intégré en faveur des enfants, qui ne relèvent pas de son mandat ou de ses domaines de compétences mais qui sont néanmoins cruciales pour ceux-ci, soient mises en œuvre de manière concertée. Les approches conjointes s'avèrent plus efficaces et moins coûteuses, y compris les stratégies communes de sensibilisation et de communication.

En juillet 2019, une réunion interorganisations coorganisée par l'UNESCO et le PAM a souligné l'importance d'une meilleure collaboration entre les entités des Nations Unies dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies, compte tenu de la nécessité d'adopter une nouvelle démarche

plus efficace, efficiente et intégrée en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire⁶⁶. Sous la conduite de l'UNESCO, le PAM va soutenir cette nouvelle possibilité de nouer des partenariats aux niveaux mondial, régional et à celui des pays⁶⁷.

Le PAM va actualiser ses partenariats bilatéraux avec des organismes tels que l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP, la FAO, le Partenariat mondial pour l'éducation, la Banque mondiale et le fonds Éducation sans délai en concluant de nouveaux protocoles d'accord ou plans d'action, selon les cas. Il va lancer une initiative conjointe avec l'UNICEF afin de proposer un dispositif intégré englobant l'alimentation scolaire et la santé, les activités concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène et les interventions nutritionnelles. Le PAM travaille actuellement avec la FAO pour proposer des approches durables d'alimentation scolaire utilisant la production locale, afin d'améliorer les liens entre les producteurs locaux et les programmes d'alimentation scolaire. Un appui sera fourni à des organismes régionaux tels que l'Union africaine pour renforcer leur capacité d'encadrement de l'alimentation scolaire.

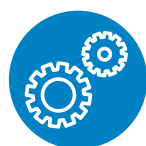
Aux niveaux régional et national, le PAM travaillera avec les pouvoirs publics, qui sont les principales parties prenantes, et avec les entités des Nations Unies et les ONG pour :

- ▶ améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes et fournir aux décideurs en temps utile une information plus détaillée et plus régulière;
- ▶ introduire ou repositionner la santé et la nutrition en milieu scolaire dans le débat politique national, au niveau approprié et avec les capacités requises;
- ▶ appuyer la prise des décisions en amont en faisant connaître aux gouvernements les arbitrages essentiels, les pratiques optimales et les solutions; et
- ▶ encourager les approches multisectorielles au niveau des pays en rassemblant les forces de ministères, de structures publiques et de groupements régionaux.

Les ONG ont clairement demandé au PAM, au cours des consultations qui ont abouti à l'élaboration de la présente stratégie, de revoir son approche du partenariat avec elles dans le domaine de l'alimentation scolaire. À l'échelle des pays, il est possible de mettre en place des instances communes pour le partage des connaissances, l'élaboration des indicateurs et la coordination de l'appui fourni aux pouvoirs publics. Le renforcement conjoint des systèmes de suivi et des plans de transition pourraient aussi être prévus. Au niveau régional et international, cette collaboration permet de mener une action commune de sensibilisation pour faire davantage connaître l'alimentation scolaire, promouvoir la coordination mondiale et le partage des données de recherche, des enseignements tirés de l'expérience et des

pratiques optimales. Le PAM va créer un conseil consultatif des ONG au niveau du Siège composé d'ONG œuvrant dans les divers domaines de travail de cette stratégie, y compris le nouveau programme de recherche.

Le secteur privé – à savoir, les entreprises multinationales, nationales ou locales, les fondations et les dons de particuliers – a joué un rôle important dans l'alimentation scolaire, en particulier dans les pays stables où il a accompagné la transition vers une prise en main par les pouvoirs publics. Un appui sous forme de financements, d'actions de sensibilisation et d'assistance technique pour concevoir et élaborer des programmes nationaux d'alimentation scolaire est de plus en plus sollicité. À cet égard, un aspect qu'il faudra développer concerne la recherche de nouveaux partenariats avec des entreprises privées nationales qui peuvent, et devraient, faire partie des instances chargées de la sensibilisation et de l'élaboration des politiques des pays afin de renforcer la qualité des interventions d'alimentation et de santé en milieu scolaire, et de les pérenniser.



QUATRIÈME AXE DE TRAVAIL – Renforcer les approches programmatiques dans des domaines clés

Le PAM a retenu six grands domaines d'action qui doivent être encore renforcés. Dans ces six domaines, il faudra adopter des approches intégrées multisectorielles.

- ▶ **Éducation et bien-être des filles, notamment des adolescentes.** Lutter contre la déscolarisation des filles, en particulier à l'adolescence, est un moyen efficace d'empêcher les mariages précoces et de retarder la première grossesse, des facteurs susceptibles d'enfermer les femmes dans le cercle vicieux de la pauvreté, de l'exclusion sociale, de la violence et de la mauvaise santé chronique. Nombreuses sont les inégalités entre les sexes qui font obstacle à la scolarisation des enfants, en particulier des filles⁶⁸. Dans certains pays, le PAM a réussi à mettre en œuvre, en collaboration avec des partenaires tels que l'UNICEF, le FNUAP et ONU-Femmes, des approches qui permettent de surmonter ces obstacles grâce à des instances intégrées, qu'il convient d'appuyer et de développer.
- ▶ **Alimentation scolaire tenant compte des enjeux nutritionnels⁶⁹.** Face au triple fardeau de la malnutrition⁷⁰, il faut en priorité, pour les enfants d'âge scolaire, promouvoir des régimes alimentaires sains grâce à une éducation nutritionnelle, à l'activité physique et à une action de communication visant à faire évoluer les comportements, traiter et prévenir les carences en micronutriments et répondre aux besoins particuliers des adolescentes et des autres groupes vulnérables. Le PAM

66 Réunion interorganisations sur une nouvelle approche commune de la santé scolaire: UNESCO, UNICEF, Banque mondiale, PAM. 2019. *Promoting Health to Strengthen Education Outcomes*. Rapport final. 2 juillet 2019. Paris.

67 Le PAM a détaché un membre de son personnel auprès de l'UNESCO pour assurer la coordination entre les diverses entités des Nations Unies sur la question de la santé et de la nutrition en milieu scolaire. 68 PAM et Anthrologica. 2018. *Bridging the Gap: Engaging Adolescents for Nutrition, Health and Sustainable Development. A Multi Country Study*. Voir: <https://bit.ly/2z7489K>

69 La politique du PAM en matière de nutrition de 2017 précise la volonté d'améliorer la nutrition dans toutes les interventions.

70 OMS. *The double burden of malnutrition is characterised by the coexistence of undernutrition along with overweight and obesity*. Voir: <https://www.who.int/nutrition/double-burden-malnutrition/en/>



va publier de nouvelles directives concernant la nutrition à l'intention des gouvernements qui leur permettront de concevoir les modèles les plus adaptés à leur situation, à leurs besoins et à leurs problèmes en matière de nutrition, en encourageant les liens avec d'autres activités axées sur la santé, l'hygiène et la nutrition.

- ▶ **Alimentation scolaire et interaction entre action humanitaire, développement et paix.** L'alimentation scolaire est l'une des composantes d'un ensemble de services essentiels qui permettent de passer des secours immédiats à une action de développement à plus long terme. Pour les enfants qui vivent dans des pays fragiles, des zones touchées par un conflit ou qui sont réfugiés, l'alimentation scolaire peut être une protection essentielle en leur permettant de retrouver un certain sens de la normalité et de poursuivre leur scolarité. Une analyse approfondie du contexte/conflit doit être réalisée avant de lancer des programmes du PAM pour s'assurer que l'assistance tienne compte du conflit et n'entraîne pas de risques supplémentaires pour les enfants. Des recherches plus approfondies sont nécessaires sur les contributions possibles de l'alimentation scolaire à l'amélioration des perspectives de paix à différents niveaux.
- ▶ **Alimentation scolaire, systèmes alimentaires et chaînes de valeur.** En dépit de plus de 10 ans de travail, les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale ne sont toujours pas mis en œuvre à grande échelle. Le PAM va mettre à profit ses compétences considérables dans ce domaine pour que la mise en relation des cantines scolaires et de la production agricole locale devienne une réalité. Il va falloir à cette fin réaliser des études de marché, appuyer les filières, créer des liens avec les systèmes alimentaires et les groupements de producteurs locaux, prévoir l'accès à l'énergie, soutenir les programmes de transferts de type monétaire, veiller à la réactivité des programmes en cas de chocs et améliorer les solutions de suivi et de traçabilité des achats publics locaux. Il sera important de renforcer les partenariats avec les organismes ayant leur siège à Rome et les organisations internationales spécialisées, les ONG nationales et les organisations agricoles.
- ▶ **Données et innovation numérique.** Le PAM met au point une plateforme numérique pour l'alimentation scolaire en vue d'améliorer la disponibilité de données opérationnelles en temps réel permettant de prendre des décisions en connaissance de cause et plus rapidement. Ces solutions pourront ultérieurement être reliées aux systèmes nationaux de suivi et d'information pour aider les programmes gérés par les pays. Des solutions numériques seront encouragées pour assurer le suivi de l'assiduité, des repas servis et de la gestion des stocks dans les écoles. Des tableaux de bord intégrés aideront les bureaux de pays à améliorer la qualité de leurs programmes, s'il y a lieu. Des plateformes numériques seront développées plus avant pour assurer la formation des acteurs de l'alimentation scolaire dans les domaines de l'éducation nutritionnelle, de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments et de la promotion d'habitudes alimentaires saines. Par ailleurs, l'outil d'optimisation des repas scolaires PLUS School Menus aidera à améliorer la conception des menus en privilégiant les aspects nutritionnels, l'approvisionnement local et la maîtrise des coûts.
- ▶ **Communautés locales.** Divers acteurs locaux contribuent aux programmes d'alimentation scolaire, notamment les comités de gestion des écoles, les associations de parents d'élèves, les enseignants, les parents, les responsables traditionnels, les chefs de village, les groupements féminins, les organisations de producteurs et, bien évidemment, les élèves. Les communautés locales ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire dans les contextes fragiles ou stables; dans ces derniers, elles prennent d'ailleurs progressivement davantage en charge les activités menées. Le PAM renforcera le rôle des communautés locales dans les activités d'alimentation scolaire pour en assurer la durabilité, favoriser l'assiduité des élèves et encourager les contributions en nature ou financières de la population locale et la participation des parents et des responsables de l'enseignement à la gestion des activités au quotidien.

3.5 Mettre en évidence les résultats de la stratégie et mesurer les progrès accomplis

Suivi et évaluation des opérations du PAM

Les systèmes de suivi de l'alimentation scolaire mesurent les produits et les effets directs relatifs à l'éducation, mais il va falloir améliorer l'évaluation pour tous les effets directs énumérés dans la politique en matière d'alimentation scolaire, notamment en matière de nutrition, d'amélioration des filets de sécurité et de renforcement des capacités. Le PAM va mettre à jour son dispositif actuel de suivi et d'évaluation pour que les résultats des programmes dans ces domaines apparaissent plus clairement au niveau de l'impact, des effets directs et des produits et pour s'assurer qu'ils tiennent davantage compte de la problématique femmes-hommes. En lien étroit avec le programme de recherche portant sur l'alimentation scolaire, ce dispositif de suivi et d'évaluation de l'alimentation scolaire va: 1) mettre à l'essai de nouveaux indicateurs quantitatifs et qualitatifs afin d'obtenir des mesures normalisées pour les principaux résultats des programmes⁷¹; 2) renforcer les systèmes de suivi, la collecte des données et l'information à l'échelle des pays, tant pour les programmes du PAM que pour les programmes nationaux; 3) recourir à de nouvelles technologies pour suivre efficacement et évaluer les programmes d'alimentation scolaire; et 4) travailler en partenariat avec d'autres entités des Nations Unies pour harmoniser les indicateurs et parvenir à un ensemble d'indicateurs communs afin de pouvoir mettre en évidence les progrès réalisés au regard des ODD d'ici à 2030.

Le dispositif révisé de suivi et d'évaluation sera inclus dans le prochain cadre de résultats institutionnels (2021). S'agissant de l'évaluation des programmes, le PAM consacra des ressources, au niveau mondial et régional, pour s'assurer que les évaluations de l'alimentation scolaire prévues dans le cadre du plan stratégique de pays (ou réalisées pour répondre aux besoins de financement des donateurs) sont conçues avec rigueur et peuvent produire des données fiables sur l'impact pour combler le déficit actuel d'éléments factuels sur les programmes. Des synthèses thématiques mettront en lumière les résultats des programmes, les enseignements qui en ont été tirés et les pratiques opérationnelles optimales. Ces synthèses aideront à prendre systématiquement en compte les conclusions et les recommandations des évaluations lors de l'élaboration des politiques, des directives et des pratiques relatives à l'alimentation scolaire.

La présente stratégie tirera parti de la mise en œuvre de la stratégie institutionnelle en matière d'évaluation (2016–2021), qui va permettre au PAM de produire les données factuelles et les connaissances nécessaires pour atteindre ses objectifs, et de la stratégie institutionnelle en matière de suivi (2018–2021), conçue pour renforcer les systèmes et capacités de suivi au PAM.

Mesurer les avancées résultant de la stratégie

La mise en œuvre de la stratégie en matière d'alimentation scolaire est résumée par la théorie du changement présentée à l'appendice. Un suivi régulier de la mise en œuvre de la stratégie et des évaluations centralisées seront effectués en tenant compte de cette théorie du changement.

Au niveau mondial, régional et national, des indicateurs de performance clés seront élaborés pour tous les axes de travail de la stratégie et toutes les activités prévues, en définissant des cibles annuelles ainsi que des cibles à l'horizon 2025 et à l'horizon 2030. Les données seront ventilées par sexe et par âge. Les cibles seront revues tous les ans pour s'assurer qu'elles tiennent compte des réalités de la mise en œuvre et du contexte des pays à mesure que le rôle du PAM évolue dans chacun d'entre eux.

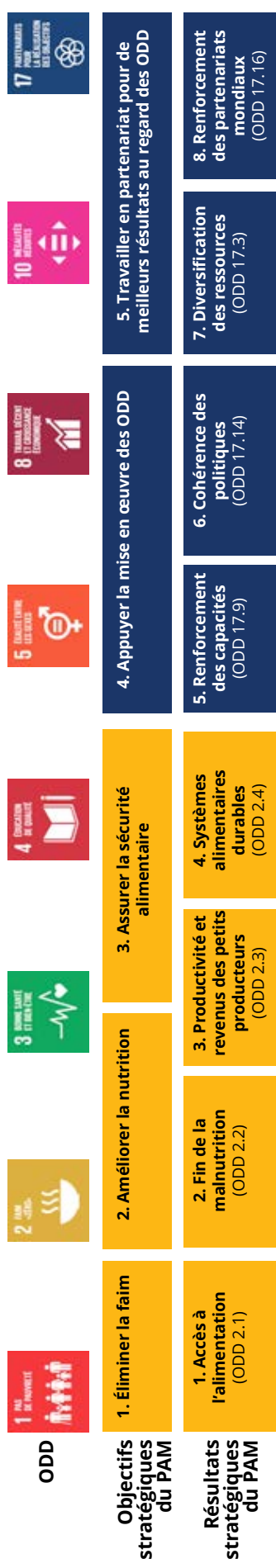
Le PAM a analysé les systèmes internes de suivi et a relevé l'existence de blocages qui limitent le suivi approprié des ressources prévues et des ressources effectives investies dans l'alimentation scolaire, et rendent plus difficile leur mise en relation avec les résultats. Un plan va être élaboré pour résoudre progressivement ces problèmes au cours des trois premières années de la mise en œuvre de la stratégie.

La stratégie en matière d'alimentation scolaire (2020–2030) prévoit les moyens et instruments suivants pour informer, en interne et à l'extérieur, sur la mise en œuvre au niveau mondial:

- compte rendu annuel au Conseil d'administration dans le rapport annuel sur les résultats du PAM et comptes-rendus/tables rondes informels annuels;
- compte rendu annuel au groupe de direction du PAM dans le rapport thématique sur l'alimentation scolaire dans le monde;
- périodiquement, la publication phare intitulée La situation de l'alimentation scolaire dans le monde et d'autres publications présenteront les faits les plus récents aux partenaires mondiaux.

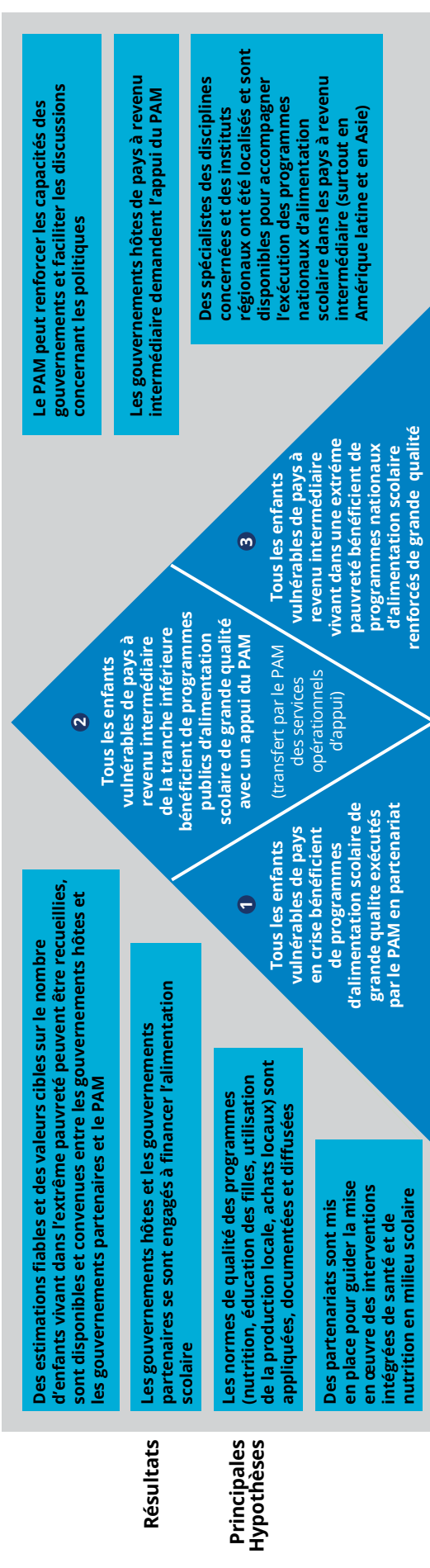
71 Les nouveaux indicateurs sont les suivants: qualité et diversité du régime alimentaire et de la nutrition des enfants (nutrition); économies pour les ménages résultant du transfert de ressources que représente l'alimentation scolaire (filets de sécurité); progrès des gouvernements concernant la mise en place de systèmes d'alimentation scolaire durables (renforcement des capacités et sensibilisation), en incluant des données sur les bénéficiaires auxquels le PAM vient en aide en appuyant les systèmes nationaux.

Appendice. Théorie du changement de la Stratégie en matière d'alimentation scolaire pour 2020-2030



Ambition
Tous les écoliers vulnérables sont à l'abri de la faim, correctement nourris et en bonne santé et peuvent apprendre et exploiter pleinement leur potentiel, ce qui favorise leur développement et leur bien-être, ainsi que ceux de leur famille et de leur communauté

Finalité
Tous les enfants vulnérables bénéficient d'un accès amélioré à l'alimentation scolaire au titre du dispositif de services essentiels de santé et de nutrition en milieu scolaire en faveur du développement du capital humain et de la croissance économique, de l'éducation et de l'apprentissage, des systèmes alimentaires et de régimes alimentaires sains



Crédits photos

Photo de couverture: WFP/Evelyn Fey

Photo page 5: WFP/Raul Saenz

Photo page 7: WFP/Martin Karimi

Photo page 8: WFP/Marwa Awad

Photo pages 12-13: WFP/Nyani Quarmyne

Photo page 17: WFP/Fauzan Ijazah

Photo pages 18-19: WFP/Jessica Lawson

Photo page 24: WFP/Alejandro Lopez-Chicheri

Photo page 27: WFP/Ratanak Leng

Photo page 28: WFP/Rami Osman

Photo page 31: WFP/Laura Morris

Photo pages 32-33: WFP/Rein Skullerud

Photo page 37: WFP/Ratanak Leng

Photo page 39: WFP/Vilakhone Sipaseu

Photo page 41: WFP/Zuha Akkash

Pour des informations complémentaires, merci de contacter:

World Food Programme
Via Cesare Giulio Viola, 68/70
Parco dei Medici
00148 Rome, Italie

www.wfp.org/school-feeding

Photo de couverture: WFP/Evelyn Fey